



Investir dans les populations rurales

République du Niger

PROJET DE PETITE IRRIGATION RUWANMU

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 31 mars au 22 avril 2014

Date du document: 12/05/2014

No. du Projet: 877-NE/ESP14-NE/C 1390-NE

No. du rapport: 3403-NE

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	1
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du projet	2
C.	Produits et effets	4
D.	État d'avancement de l'exécution du projet	11
E.	Aspects fiduciaires	14
F.	Durabilité	16
G.	Autres	17
H.	Conclusion	17

Liste des illustrations

Figure 1: Décaissement du prêt FFE

Liste des tableaux

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante

Tableau 5C: Décaissement par source de financement

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	18
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	21
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	24
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	28
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie (Financement initial)	36
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	40
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	41

Annexes – Volume II

Annexe 1:	Gestion financière
Annexe 2:	Accès à la gestion durable des ressources hydriques et foncières
Annexe 3:	Champs écoles paysans maraîchers
Annexe 4:	Renforcement des capacités de production, d'activités de post-récolte et de commercialisation
Annexe 5:	Activités économiques des pôles de développement économique
Annexe 6:	Pistes rurales
Annexe 7:	Partenariat
Annexe 8:	Genre et ciblage
Annexe 9:	Etat de mise en œuvre de la feuille de route 2014 sur le suivi-évaluation
Annexe 10:	Note sur l'analyse économique et financière des dossiers de microprojets

Sigles et acronymes

AGR	Activité Génératrice de Revenus
AGRHYMET	Agro-Hydro-Météorologie
AUE	Association des Usagers de l'Eau
B/C	Ratio Bénéfice/Coût
BI	Boutique d'Intrants
BV	Bassin Versant
CAIMA	Centrale d'Achat des Intrants et Matériels Agricoles
CC	Centre de Collecte
CDAP	Comité Départemental d'Analyse des Projets
CEPM	Champs Ecoles Paysans Maraichers
CES-DRS	Conservation des eaux et des Sols – Défense et Restauration des Sols
CNC	Cellule Nationale de Coordination
COGES	Comité de Gestion
CP	Comité de Pilotage
CPS	Centre de prestations de services
CR	Commune Rurale
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CRC	Cellule Régionale de Coordination
CV	Curriculum Vitae
CVSE	Comité Villageois de Suivi-Evaluation
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DCP	Document de Conception du Projet
DG	Directeur Général
DGH	Direction Générale de l'Hydraulique
DGGR	Direction Générale du Génie Rural
DMP	Dossier de Micro Projet
DPD	Demande de Paiement Direct
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRF	Demande de Remboursement des Fonds
DVPR	Dispositif du Volet Pistes Rurales
EPTIN	Etude du Potentiel des Terres Irrigables du Niger
FFE	Fonds Fiduciaire Espagnol
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
F3I	Fonds pour les Investissements des Initiatives et Innovations
GATE	Groupe d'Assistance Technique et d'Etudes
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIPP	Gestion Intégrée des Plantes et des Pestes
GSC	Groupements de Service Conseil
HC3N	Haut-Commissariat à l'initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
HG	<i>Hadin Gwuiwa</i>
I3N	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigérien
IARBIC	Intensification de l'Agriculture par le Renforcement des Boutiques d'Intrants Coopératives
INS	Institut National de la Statistique
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
JDC	Jardin de Case
MAG	Ministère de l'Agriculture
MER	Micro-Entreprise Rurale
MP	Micro Projet
MP/AT/DC	Ministère du Plan, de l'Aménagement et du Développement Communautaire
MV	Mise en Valeur
OFID	Fonds de l'OPEP pour le Développement international
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OP	Organisation de producteurs
PAAF	Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale
PAC	Programme d'Actions Communautaires
PASADEM	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi

PDE	Pôle de Développement Economique
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PDP	Profil de Décaissement par type de Projet
PFN	Programme Niger FIDA
PI	Petite Irrigation
PMERSA/MTZ	Projet de Mobilisation des Eaux pour le Renforcement de la Sécurité Alimentaire dans les régions de Maradi Tahoua et Zinder
PP	Pratiques Paysannes
PPI	Projet Petite Irrigation
PPILDA	Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
PPM	Plan de Passation des Marchés
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
PTF	Partenaire Technique et Financier
PUSADER	Projet d'Urgence pour la Sécurité Alimentaire et du Développement Rural
RECA	Réseau des Chambres d'Agriculture
RECAO	Réseau des Chambres d'Agriculture en Afrique de l'Ouest
RUWANMU	Notre eau
SAHEL	Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique et de l'Elevage
SCRO	Société Civile Rurale Organisée
SDR	Schémas Directeurs Régionaux
S-E	Suivi-Evaluation
SFD	Système financier décentralisé
SG	Secrétaire Général
SIG	Système d'Information Géographique
SIMA	Système d'information des marchés agricoles
SPM	Spécialiste de la Passation des Marchés
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TdR	Termes de Références
TRIE	Taux de Rentabilité Interne Economique
TVA	Taxe sur la Valeur Ajouté
VAN	Valeur Actuelle nette
ZEP	Zone d'Encadrement Prioritaire

A. Introduction¹

1. Du 31 mars au 22 avril 2014, une mission du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) s'est rendue au Niger pour procéder à la deuxième supervision conjointe du Projet de Petite Irrigation (PPI) *Ruwanmu*. L'objectif général de la mission était d'appuyer les Cellules Nationale et Régionales (Maradi, Tahoua et Zinder) de Coordination du projet dans une mise en œuvre efficace et efficiente des activités après 12 mois de l'entrée en vigueur du projet. De manière spécifique, la mission devait notamment: i) mesurer les progrès réalisés en termes de contribution à l'atteinte des objectifs assignés au PPI *Ruwanmu*; ii) assurer la poursuite efficace des activités techniques et financières du projet; iii) identifier des actions permettant de continuer à renforcer les acquis et corriger les insuffisances identifiées; iv) faire une analyse globale du projet sous les angles de montage institutionnel et du fonctionnement; et v) formuler des recommandations et propositions pertinentes et faisables pour la suite du projet. Pour la première fois dans une supervision, la mission devait également effectuer une analyse économique et financière d'un échantillon de dossiers de microprojets (DMP) en petite irrigation (PI) pour vérifier les hypothèses contenues dans le document de conception du projet.

2. A Niamey, la mission a rencontré M. Abdou Labo, Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture, M. Alahouri Diallo, Haut-Commissaire à l'Initiative 3N, M. Illa Djimrao, Secrétaire Général (SG) du Ministère de l'Agriculture (MAG), et M. Ousmane Oumarou, Directeur de la Programmation et des investissements au Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (MP/AT/DC). Elle a tenu des séances de travail avec la Cellule Nationale de Coordination (CNC) pour faire le point sur l'état de l'exécution des plans de travail et budget annuels (PTBA) 2013 et 2014. La mission s'est ensuite rendue dans la zone d'intervention du projet où elle a rencontré M. Yahaya Godé, Secrétaire général de la Région de Maradi, M. Alfarouk Afelan, Secrétaire général de la Région de Tahoua, M. Harouna Assakaley, Secrétaire Général de la Région de Zinder et M. Moutari Ousmane, Président du Conseil régional de Zinder. Elle a visité des réalisations du PPI *Ruwanmu* dans les communes de Gabi, Gazaoua, et Madarounfa (Maradi), Bagaroua, Dogaraoua, Sabon Guida, Tabalak, Tajaé, et Tamaské (Tahoua), Bandé, Doungou, Guidimouni, Mirriah et Wacha (Zinder). Des pistes rurales et ouvrages hydrauliques construits/réhabilités par le PUSADER ont également été visités par la mission. Au cours de ces visites, la mission a eu des échanges avec les autorités coutumières, les préfets, les maires et les bénéficiaires.

3. Dans les trois régions, la mission a tenu des séances de travail spécifiques avec les cellules régionales de coordination (CRC), les services techniques déconcentrés, les chambres régionales d'agriculture (CRA) et d'autres partenaires d'exécution du projet, notamment les groupes de services conseils (GSC)/ONG impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet. Après les visites de terrain dans chaque région, la mission a fait une première restitution de ses constats et recommandations aux équipes nationale et régionales du projet et aux principaux partenaires impliqués dans la mise en œuvre du PPI *Ruwanmu* au niveau régional.

4. Les principales conclusions et recommandations de la mission ont été présentées le 22 avril 2014 à Niamey au cours d'une réunion de restitution regroupant les représentants des ministères concernés, les équipes de la CNC et des CRC et les partenaires techniques et financiers du PPI *Ruwanmu*.

5. La mission exprime ses sincères remerciements au Gouvernement du Niger, à l'équipe du projet, aux autorités locales, aux partenaires du projet et aux bénéficiaires rencontrés pour la qualité des échanges et leur disponibilité.

¹ Composition de la mission: l'équipe FIDA était composée de M. Damien Ngendahayo, Chef de mission, M. Thierry Lassalle, agroéconomiste, développement des marchés de demi-gros, M. Maladho Barry, ingénieur du génie rural, infrastructures rurales, marchés et pistes, M. Hilmy Sally, ingénieur hydraulique, gestion des eaux et développement de la petite-irrigation, M. Amza Tahirou, sociologue, expert en développement local et Société Civile Organisée, Mlle Anna Cerutti, genre et ciblage, autonomisation des femmes, et M. Papa Alioune Mbaye, gestion fiduciaire. La partie gouvernementale était composée de M. Abdou Chaibou, Conseiller technique au MAG, Chef de mission, M. Ibrahim Djibo, MP/AT/DC, M. Arimi Mamadou Ousmane, HC-3N, M. Ousseini Halidou, DEP/MAG, M. Elhadj Mahaman Tassiou Sani, DGGR/MAG, M. Maliki Oumarou, DGA/MAG, M. Salifou Maman Bassirou, DEP/ME/SU/DD, et M. Seyni Souley, Chargé des programmes/RECA. M. Ousmane Traoré, Economiste du Groupe d'Assistance Technique et d'Études (GATE) du Programme FIDA au Niger, et M. Amadou Laouali, Personne Ressource du PPI *Ruwanmu*, INRAN/Maradi, faisaient partie intégrante de la mission. M. Vincenzo Galastro, Chargé de portefeuille du FIDA pour le Niger s'est joint à la mission du 31 mars au 16 avril.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

6. L'objectif global du PPI *Ruwanmu* est d'améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder et son objectif de développement est d'augmenter les revenus de 65 000 ménages ruraux (455 300 personnes) dans les 30 communes identifiées. Le projet est structuré en trois composantes: (i) la composante 1 **“Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation” (16 844 600 USD, soit 66%)** qui vise l'augmentation durable de la productivité des systèmes d'irrigation à travers 2 sous-composantes (« gestion durable des ressources hydriques et foncières » et « renforcement des capacités de production, de post-récolte et de commercialisation »); (ii) la composante 2 **“Développement d'infrastructures économiques” (5 623 300 USD, soit 22%)** qui renforce les aspects de la composante 1 à travers des infrastructures en aval de la production (pistes rurales, plateformes de collecte et comptoirs de commercialisation); et la composante 3 **“Coordination et gestion du projet, gestion des savoirs, suivi-évaluation et dialogue politique” (3 184 500 USD, soit 12%)** dont l'objectif est de mettre en place les mécanismes permettant de planifier, coordonner, gérer, suivre et évaluer la mise en œuvre des activités et les impacts du projet.

7. La durée d'exécution du projet qui est entré en vigueur le 19 février 2013, est de 5 ans, son achèvement est prévu pour le 30 mars 2018 et la clôture le 30 septembre 2018. Le coût total du projet, imprévus physiques et financiers inclus, est estimé à 11,5 milliards de FCFA soit 25,6 millions de USD. Le projet est financé par: (i) un prêt de 14 millions d'euros du Fonds Fiduciaire Espagnol (FFE) pour la sécurité alimentaire équivalent à 18,76 millions USD (73,1% du coût total); (ii) un prêt de 1,7 million de dollars du FIDA (7% du coût total); (iii) un don du FIDA de 1 million de USD (3,9% du coût total); et (iv) la contribution du gouvernement sous forme de taxes et de droits de douane pour un montant de 4,1 millions de dollars (16% du coût total).

8. **Pertinence.** Le projet s'insère dans quatre des cinq axes stratégiques de l'i3N (axes 1, 2, 3 et 4: accroissement et diversification des productions; approvisionnement des marchés; amélioration de la résilience des populations, particulièrement les plus vulnérables; et amélioration de l'état nutritionnel des nigériens) et dans cinq des sept composantes du plan d'accélération de la mise en œuvre de l'i3N (composantes 2, 4, et 6: Maîtrise de l'eau, Restauration et protection des terres, et Conservation, transformation et commercialisation des produits agricoles). En particulier, les activités du projet en petite irrigation (nouvelles superficies) prévues dans le PTBA 2014 (1 000 ha) contribueront à atteindre 20% des objectifs du plan d'accélération pour l'année 2014 (5 000 ha). En s'intégrant à l'i3N, le projet s'insère tout aussi bien dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015, cadre national d'orientations politiques et stratégiques, et dont l'i3N constitue le troisième axe. De même, le projet contribue à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et plus particulièrement de l'OMD 1 sur l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim, l'OMD 3 sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et l'OMD 7 sur l'environnement durable.

9. **Efficacité.** Au 31 décembre 2013, les activités prévues dans le PTBA 2013 du PPI *Ruwanmu* ont été réalisées à 62%. Pour la même période, le taux d'exécution financière du PTBA 2013 était évalué à 70%. Au 31 mars 2014, les activités prévues dans le PTBA 2014 du PPI *Ruwanmu* ont été réalisées à 25% (26% pour la composante 1; 21% pour la composante 2 et 25% pour la composante 3). Ce niveau d'exécution en une période de trois mois est satisfaisant.

10. L'efficacité de l'équipe du projet est également matérialisée par la gestion de la mise en œuvre de plusieurs actions, en plus de la mise en œuvre du PPI *Ruwanmu*, dont les plus importantes sont: i) la clôture des projets IRDAR RCI et PUSADER; ii) le suivi du processus de signature et ratification du PUSADER + sur financement additionnel de l'OFID; iii) le suivi du processus de traitement du projet de protocole d'Accord du PAMIRTA sur financement de la Coopération Italienne; iv) la mise en route du processus de préparation du futur Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale (PAAF) avec la mise en place du comité technique de travail; et v) la poursuite de la mise en œuvre des « chantiers » communs PASADEM/PPI *Ruwanmu* notamment le volet dialogue politique au niveau local avec l'organisation du Forum Paysan transrégional, le volet piste rurale et le volet suivi-évaluation.

11. **Efficience.** Le montant des fonds déjà décaissés au 31 mars 2014 s'élève à environ 2,281 milliards FCFA, soit un taux de décaissement de 18% (toutes sources de financement confondues) en une année d'exécution du projet (14,56% au 31 octobre 2013). Il convient cependant de noter que 65% de ce montant (1,5 milliards FCFA) représente l'avance initiale. L'analyse des dépenses par catégorie indique qu'à ce jour les dépenses de la catégorie « salaire et coût de fonctionnement »

représentent environ 16% des dépenses globales à date alors qu'elles devraient représenter 7,5% du budget initial. La réalisation des investissements de la catégorie « génie civil et rural » vient à peine de démarrer, ce qui explique en grande partie le déséquilibre actuel entre les dépenses de fonctionnement et les investissements.

12. Effets et impacts. En une année d'exécution du projet, il est encore précoce de mesurer les effets et impacts du PPI *Ruwanmu*. A court et moyen terme, les effets et impacts attendus de l'intervention du projet portent sur: i) le renforcement des capacités locales de gestion durable de la ressource hydrique, ii) l'augmentation de la productivité des surfaces irriguées, iii) l'amélioration de l'acheminement des produits issus de la petite irrigation et de leur commercialisation, iv) l'augmentation des revenus des ménages ciblés, et v) l'amélioration de leur sécurité alimentaire. Cependant, la mission a noté les premiers effets de l'intervention du projet portant notamment sur l'adoption et l'appropriation des bonnes pratiques en matière de gestion de l'eau et de lutte contre les ennemis de cultures suite à l'animation des CEP.

13. Régionalisation de la gestion du projet. En vue d'anticiper l'évolution harmonieuse du PASADEM et du PPI *Ruwanmu* vers une approche programme, le projet a initié le processus de régionalisation de sa mise en œuvre. Ceci est déjà matérialisé par le renforcement du personnel technique des CRC en intégrant dans les équipes du projet de nouvelles compétences (renforcement des capacités de production, développement des marchés, renforcement des OP, etc.) destinées à contribuer à l'atteinte des résultats attendus du PTBA 2014. Pour évoluer davantage dans ce processus, la mission recommande: (i) une augmentation significative des fonds avancés aux régions dont le montant actuel devrait passer de 150 millions FCFA pour les trois régions (50 millions par région) à 600 millions FCFA (100 millions pour Maradi, 200 millions pour Zinder et 300 millions pour Tahoua); (ii) une gestion directe par les CRC des contrats des prestataires impliqués dans la mise en œuvre des activités au niveau régional. Les contrats en cours gérés par la CNC passeront sous la gestion des CRC après leur renouvellement.

14. Les CRC constituent des structures embryonnaires du futur PAAF qui sera formulé à partir de juin 2014. A terme, il est prévu que ces structures aient une autonomie de gestion technique et financière des PTBA. Il convient cependant de noter que ces structures viennent à peine d'être mises en place et que la plupart de leur personnel n'est pas expérimenté. A cet effet, le rôle de la CNC dans l'appui/accompagnement de ces structures s'avère très crucial pour atteindre les résultats escomptés au niveau régional en matière de maîtrise de l'approche du projet, planification, suivi et évaluation, gestion des contrats des prestataires, etc. Pour ce faire, les sorties sur le terrain de la CNC devront être plus fréquentes. Il en est de même des réunions regroupant la CNC et les CRC d'une part, et celles regroupant la CNC, les CRC et les opérateurs d'autre part. La CNC devra également renforcer l'esprit d'équipe et le professionnalisme de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet pour que ceux-ci puissent délivrer un travail de qualité.

15. Priorités d'intervention pour l'année 2014. La mission a noté que la mise en œuvre de certaines activités telles que les boutiques d'intrants et les Micro Entreprises Rurales (MER) font l'objet de compréhension divergente entre les acteurs. A cet effet, le rôle du projet pour appuyer les porteurs de ces activités sera limité au renforcement de leurs capacités notamment pour l'élaboration du plan d'affaire et à leur mise en relation avec les institutions de micro finance. Pour l'année 2014, tout en n'excluant pas les autres activités, il est recommandé au projet de se concentrer davantage sur la PI, les champs écoles, les bassins versants, les marchés et les pistes dont le budget constitue plus de 70% du budget global du projet.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Matérialiser la régionalisation des activités par le relèvement du seuil des fonds avancés aux régions et par la gestion directe des contrats des prestataires par les CRC	CNC	Mai 2014
Se concentrer davantage sur la PI, les champs écoles, les bassins versants, les marchés et les pistes pour l'année 2014	CNC/CRC	Continu

C. Produits et effets

Composante 1: Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation

Sous-composante 1.1: Accès à la gestion durable des ressources hydriques et foncières

16. **Connaissance du potentiel hydrique et foncier.** Le PPI *Ruwanmu* contribue à la mise en œuvre de l'étude EPTIN «Evaluation du potentiel en terres irrigables et irriguées» dans 6 départements de la région de Tahoua non couverts par les financements acquis et correspondant à la zone d'intervention du projet. Le projet a signé une convention le 31 décembre 2013 avec la Direction Générale du Génie Rural (DGGR) pour la conduite de cette étude. La phase de collecte des données sur le terrain impliquant les agents des services techniques déconcentrés, et les élus/autorités locaux est terminée dans 2 des 6 départements, objets de l'étude.

17. La portée de l'étude globale EPTIN ne prend pas en considération certains paramètres que le PPI *Ruwanmu* souhaite appréhender notamment les aspects hydrologiques et hydrogéologiques nécessaires pour un suivi efficace des nappes alluvionnaires et profondes. Le projet a ainsi confié au cabinet Géo-conseil de l'Université de Niamey l'exécution d'une étude complémentaire pour établir le potentiel en terres irrigables et en ressources en eaux dans les communes d'intervention du projet, d'une part, et appréhender la problématique de l'accès des femmes et des jeunes au foncier, notamment aux terres irrigables dans les zones d'intervention du projet, d'autre part. Une convention a été signée le 27 mars 2014 pour une durée de 4 mois. Une première mission de collecte de données vient de démarrer.

18. **Suivi du potentiel hydrique.** Une convention tripartite PPI *Ruwanmu*, DGGR, DGH (Direction Générale de l'Hydraulique) pour le renforcement du réseau des piézomètres et le suivi des nappes a été signée le 21 février 2014 pour une durée de 5 ans. La mission note avec satisfaction que l'état des lieux des réseaux de piézomètres a été réalisé dans les 3 régions et que les rapports sont en cours d'élaboration. *La mission recommande l'accélération du processus de passation de marchés et de la réalisation des piézomètres avant la saison de pluies (mai au plus tard). De plus, afin que les piézomètres implantés participent pleinement dans la gestion des ressources en eau, il est nécessaire de rapidement préparer la mise en place des dispositifs de suivi des piézomètres, d'une part, et les processus de traitement, d'analyse et d'interprétation des données et enfin la diffusion des résultats vers les utilisateurs et gestionnaires, d'autre part.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accélérer le processus de passation de marchés et de réalisation des piézomètres avant la saison de pluies	CNC/CRC	Immédiat
Préparer la mise en place des dispositifs de suivi piézométriques et de traitement, analyse, interprétation et diffusion des données	DGH/DGGR	Immédiat et continu

19. **Mise en place et animation des Associations des usagers de l'eau (AUE).** Un manuel de mise en place et d'accompagnement des AUE dans les bassins de production a été élaboré par le RECA. Les séances de sensibilisation/animation sont en cours sur les sites d'émergence des AUE identifiés dans les 3 régions et des cadres de concertations des AUE ont été mis en place.

20. La mission a constaté qu'une caractérisation du site de Falki dans la région de Zinder et du site de N'Yelwa dans la région de Maradi a été réalisée. *Toutefois le document doit être enrichi avec l'intégration des informations complémentaires telles qu'un plan de masse/croquis, la capacité de la mare, etc. De plus, la mission recommande qu'un canevas-type pour l'élaboration des documents de caractérisation des sites soit développé par le RECA et le PPI *Ruwanmu* et mis à la disposition des agents sur le terrain.* Les éléments d'information complémentaires à inclure seront notamment: un plan de masse/croquis; des informations chiffrées (ex. nombre d'usagers des différents groupes, données hydro-météorologiques); un rappel des pratiques traditionnelles et de la trajectoire historique de l'évolution de gestion de l'eau sur le site.

21. La mise en place des AUE présente des défis spécifiques selon les différentes sources d'eau (superficielles ou aquifères) et la délimitation des espaces géographiques (sites ou (sous) bassins). L'implication des acteurs (usagers, services techniques, autorités municipales, administratives et coutumières) peut aussi varier en fonction de la situation. *La mission recommande la mise en place*

des AUE sur les sites de concentration de la PI et l'émergence des unités de gestion de l'eau à l'échelle des communes en conformité avec les dispositions du Code de l'eau.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Enrichir le document de caractérisation des sites identifiés	CNC/CRC, CRA/RECA	Immédiat
Développer et diffuser un canevas-type pour l'élaboration des documents de caractérisation des sites	CNC/CRC, RECA,	Immédiat
Veiller à se conformer au code de l'eau dans la mise en place des AUE et des Unités de gestion	CNC/CRC, RECA	Continu

22. **Aménagement des bassins versants.** Des conventions et contrats de prestations de services ont été signés avec 4 ONG/ et 2 IMF pour la conduite des travaux d'aménagement des bassins versants destinés à protéger les bassins de production des menaces d'ensablement, d'érosions et d'envahissement de mauvaises herbes afin de permettre l'exploitation des terres irriguées de manière durable. La mission a constaté le démarrage effectif des travaux mécaniques. *Quant au traitement biologique, la mission recommande l'accélération du processus de production des plants pour un meilleur timing par rapport à la saison des pluies et ainsi minimiser le risque d'un faible taux de reprise des plants.*

23. Lors des visites de terrain, la mission a observé que la qualité des présentations et la maîtrise technique de la part des opérateurs étaient hétérogènes. *La mission recommande de systématiser l'utilisation de supports visuels (ex. cartes, croquis, SIG) pour communiquer les informations relatives aux sites, tout en matérialisant de manière explicite le lien entre les bassins versants et les bassins de production.*

24. Vu l'hétérogénéité des prestations, il est important que le projet et les opérateurs *réévaluent conjointement l'adéquation des dispositifs sur le terrain, en nombre et en capacités opérationnelles.* Par ailleurs, il faudra que les opérateurs de terrain se dotent d'outils et de matériels de travail adéquats (ex. GPS, appareils photos, ordinateurs) pour leur permettre de mesurer les réalisations sur le terrain et de saisir, analyser et archiver les données.

25. Le projet a noté que les ressources du PAM ne permettaient pas de terminer les travaux d'aménagement entrepris sur des sites de convergence. *La mission recommande que le PPI Ruwanmu prenne en charge les engagements d'aménagement programmés par le PAM mais non-achevés, y compris les actions de mise en valeur telles que l'empoissonnement des mares et la mise en place des cultures fourragères.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accélérer la production des plants de traitement biologique pour éviter un faible taux de reprise	CNC/CRC, Opérateurs	Immédiat
Utiliser systématiquement des supports visuels pour communiquer les informations sur les sites avec matérialisation explicite du lien entre les bassins versants et les bassins de production	CNC/CRC, Opérateurs	Immédiat
Réévaluer conjointement l'adéquation des dispositifs opérateurs sur le terrain	CNC/CRC, Opérateurs	Immédiat
Prendre en charge les aménagements programmés par le PAM mais non-achevés sur les sites de convergence	CNC/CRC	Immédiat

26. **Aménagement et mise en valeur de la petite irrigation.** La mission a noté qu'à la mi-avril 2014, 36 dossiers de microprojets, DMP (10 à Maradi, 15 à Tahoua, 11 à Zinder) totalisant 460 ha (70 ha à Maradi, 285 ha à Tahoua, 105 ha à Zinder) sont approuvés par les CDAP, certains sous réserve de la prise en compte des observations et recommandations. Le processus d'élaboration de dossiers pour l'aménagement d'environ 485 ha est en cours dans les trois régions. La mission a aussi noté que le concept de binômes ou groupes de binômes n'a pas posé de problème particulier lors de l'élaboration des DMP. Par ailleurs, les modalités de mobilisation des apports personnels sur compte bloqué semblent être acceptées par les promoteurs, mais l'application réelle reste à être testée sur le terrain. *La mission recommande l'accélération du processus de montage et d'approbation des DMP et de leur mise en œuvre afin que les travaux commencent avant l'hivernage.*

27. A certains endroits on constate que la qualité des sols et des eaux ne sont pas entièrement propices aux cultures irriguées. Mais souvent, cet état de fait n'est découvert que bien après l'investissement et la mise en valeur des terres aménagées. Il importe alors de bien comprendre s'il y a effectivement un risque de qualité *avant* la prise de décision d'investir. *La mission recommande que la qualité des dossiers DMP soit améliorée en incluant les résultats des analyses sommaires de qualité des eaux et des sols.*

28. La mare de Falki revêt d'une grande importance en tant que source d'eau principale pour divers usages, notamment l'agriculture irriguée, et le nombre d'usagers qui en dépend. C'est aussi un site d'intervention où le PPI *Ruwanmu* compte faire des investissements importants pour le développement des superficies irriguées. Cependant la disponibilité des ressources en eau dans la mare semble être aussi tributaire des lâchers d'eau depuis la réserve d'eau de Toumbala située en amont de Falki et dont les règles de gestion ne sont pas bien connues. *La mission recommande qu'une étude spécifique soit lancée (sous le leadership de la DGGR) pour appréhender le fonctionnement hydrologique des sous-bassins versants de Toumbala et de Falki et envisager une gestion intégrée de ces ouvrages.*

29. Les producteurs de la zone Sabon Guida (région de Tahoua) ont exprimé une demande d'aménager de nouvelles superficies irriguées dans cette zone lors de leurs interactions avec la CRC et ses partenaires. Etant donné les ressources disponibles tant foncières qu'hydrauliques et afin de confirmer la réactivité de la part du projet, il apparaît important d'appuyer cette demande et toute autre demande jugée pertinente. Les nouveaux producteurs bénéficiaires - estimés à 800 pour 200 ha - pourront rapidement être impliqués dans le dispositif de CEPM de cette zone et appliquer les bonnes pratiques maraîchères paysannes identifiées. D'autre part, cette intervention permettra au site de Sabon Guida d'être la vitrine de l'approche bassins versants/pôle de développement économique du PPI *Ruwanmu* qui se distingue par des interventions technico-économiques et organisationnelles avec une continuité territoriale². *La mission recommande que les 200 ha identifiés dans la zone de Sabon Guida soient intégrés aux possibilités de microprojets d'irrigation s'ils présentent les critères de qualité requis. La CRC Tahoua et l'ONG ARIDEL devront prendre les mesures idoines pour permettre que cette décision soit mise en œuvre avant l'hivernage.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accélérer le processus de montage et d'approbation des DMP et de leur mise en œuvre avant l'hivernage	CNC/CRC, Opérateurs,	Immédiat et continu
Améliorer la qualité des dossiers DMP en incluant les résultats des analyses de qualité des eaux et des sols	CNC/CRC, Opérateurs	Immédiat et continu
Affiner les TdR pour une étude sur le fonctionnement hydrologique des sous-bassins versants de Toumbala et Falki	CNC/CRC, DGGR avec DDGR Mirriah	Immédiat
Identifier 200 ha de microprojets d'irrigation dans la zone de Sabon Guida	CNC/CRC Tahoua, ONG ARIDEL	Immédiat

Sous-composante 1.2: Renforcement des capacités de production, d'activités de post-récolte et de commercialisation

Volet 1.2-A: Renforcement des capacités de production

30. **Champs écoles paysans maraichers (CEPM).** Le projet PPI *Ruwanmu* a mis en place 99 CEPM dont 29 à Maradi, 46 à Tahoua et 24 à Zinder. La mission a eu l'opportunité de visiter 10 CEPM, de discuter avec les stagiaires CEPM et les opérateurs chargés de la mise en œuvre des CEPM dans les trois régions. Environ 2 523 producteurs ont été formés dont au moins 18% seront en mesure d'animer des CEPM en 2014 selon les animateurs. En moyenne une dizaine de technologies ont été testées avec les producteurs, toutes visant à lever des contraintes réelles auxquelles sont confrontés les producteurs maraichers autour de la gestion de l'eau, la fertilité, les ravageurs et les itinéraires techniques.

² A noter que la validation du site de Sabon Guida pour la réhabilitation du premier comptoir d'oignons par le PPI *Ruwanmu* et de pistes de désenclavement va nécessiter dans les mois à venir un regain d'appui en ingénierie sociale dispensée par la CRA-TA et par l'ONG ARIDEL, prestataire de services d'appui à la production, sélectionnée pour ce site.

31. Il a été constaté que, malgré le retard dans la mise en place des moyens et des personnels, plus de 21% des producteurs ont répliqué au moins une des technologies dans leurs champs. L'adoption est concentrée autour du système parcellaire et de l'utilisation des extraits aqueux des plantes pour la lutte contre les ravageurs. Ces estimations basées sur les observations lors des visites de terrain sont à affiner au cours de l'évaluation de l'activité. *La mission recommande de déterminer le taux d'adoption des technologies CEPM par les stagiaires et d'autres producteurs dès la prochaine campagne du maraichage.* Quant au dispositif des essais de protection et de fertilisation, il a été noté l'absence des répétitions des différents traitements. De plus, les producteurs sont peu informés sur le diagnostic des symptômes dus aux maladies ou ennemis des cultures, ce qui explique la forte infestation des thrips sur l'oignon et l'attaque des champignons observée sur le poivron.

32. Le taux d'analphabétisme parmi les producteurs-stagiaires est particulièrement élevé. *La mission recommande que: i) les producteurs CEPM soient spécifiquement ciblés pour participer aux programmes d'alphabétisation fonctionnelle qui seront organisés par le projet pour leur permettre de mieux assimiler et vulgariser les technologies apprises; ii) les GSC/ONG adaptent les outils d'animation des CEPM au niveau des participants.*

33. Bien que quelques champs écoles aient été déjà récoltés, la majorité des CEPM présente des cultures au stade de la maturité. Cependant, aucune journée « portes ouvertes » n'a été organisée en vue de promouvoir une diffusion rapide des technologies au profit des autres producteurs du village, des stagiaires CEPM et d'autres villages environnants. *La pratique des journées « portes ouvertes » devrait être systématiquement instaurée au niveau des CEPM appropriés pendant la campagne. La mission recommande qu'un atelier de concertation regroupant les producteurs, les opérateurs, les services étatiques (DRA, GR, INRAN, etc.) et les CRC soit organisé avant la prochaine campagne des CEPM pour faire le bilan de la campagne précédente et pour une mise en commun des expériences et une meilleure harmonisation des approches entre les opérateurs.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Déterminer le taux d'adoption des technologies CEPM par les stagiaires et d'autres producteurs dès la prochaine campagne du maraichage	CNC/CRC	A partir de septembre 2014
Cibler les producteurs CEPM pour participer aux programmes d'alphabétisation fonctionnelle	CNC/CRC	Immédiat
Organiser les journées portes ouvertes dans les CEPM appropriés	CNC/CRC	Immédiat et continu
Adapter les outils d'animation des CEPM au niveau des participants	CRC/CNC, GSC/ONG	Septembre 2014
Organiser un atelier bilan et planification avant la prochaine campagne des CEPM	CNC/CRC	Avant septembre 2014

34. **Professionnalisation des OP et établissement de boutiques d'intrants (BI).** La mission apprécie et encourage la forte implication et engagement du RECA/CRA dans la mobilisation des OP et le développement du leadership paysan et de la société civile rurale organisée autour des bassins de production et des centres de collecte. Elle note une forte émergence des unions d'OP ayant des liens encore timides avec les fédérations régionales et nationales qui pourraient disposer de plus d'expérience et de capacité d'encadrement de proximité. Autour des bassins de production et des centres de collecte, des OP formelles existent, elles sont le plus souvent isolées et les services professionnels d'échelle, porteurs de dynamique économique locale significative sont encore inexistants ou très faibles. La caractérisation des OP en cours avec les CRA permettra de compléter cette lecture.

35. La mission constate que l'expérience de certaines BI dans la zone d'intervention du projet a atteint un niveau critique d'inefficacité, traduit par leur très faible rentabilité financière et compétitivité: i) marge commerciale moyenne variant entre 5 et 12%; et ii) une courbe descendante de l'évolution des fonds de roulement à un moment où la CAIMA se déploie fortement sur le terrain.

36. La mission note avec satisfaction la volonté et l'engagement des producteurs rencontrés d'autofinancer un service externe mis en place par les fédérations paysannes pour le contrôle et l'appui conseil en gestion des activités marchandes des unions d'OP (BI, commercialisation...) en vue d'une plus grande efficacité, efficience et durabilité.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre en veilleuse les activités de financement des BI en attendant l'identification de partenaires qualifiés en 2015 tout en restant immédiatement disponible pour l'assistance technique (plan d'affaire, mis en relation avec le système financier formel) à la demande des unions en lien avec leur fédération	CNC/CRC	Immédiat
Faciliter la mise en relation et l'organisation d'échanges d'expériences entre les fédérations paysannes autour des bassins de production, CC de la zone d'intervention du projet et les centres de services aux OP sur le contrôle et l'appui conseil en gestion des activités marchandes des OP (BI...), y compris la création d'une nouvelle structure paysanne autofinancée par les OP	CNC/CRC; RECA/CRA	Juillet - Août 2014

37. Renforcement des groupements féminins et vulgarisation de la micro-irrigation au niveau des jardins de cases. Tous les kits prévus par le PTBA 2014 ont été acquis par le projet et 37 ont été déjà installés dont 16 dans la région de Zinder, 11 dans la région de Tahoua et 10 dans la région de Maradi. La mission note: i) une bonne complémentarité entre cette activité et les autres activités du projet (ex. CEPM), ii) une intéressante dynamique sociale dans la création des binômes (kit 50 m²/2 femmes) et des groupements (kits 500m²/groupement féminin) et iii) une favorable prédisposition des chefs de villages et des hommes dans le prêt des parcelles cultivables.

38. Il importe de se rappeler que l'introduction des kits de micro-irrigation dans les jardins de case en vue de booster le niveau de nutrition dans les ménages est une activité poursuivie cette année à titre d'expérimentation. D'où la nécessité de faire une bonne évaluation de cette phase 'pilote' afin de tirer les leçons des expériences passées et formuler des recommandations qui permettront de déterminer la suite de l'activité. *La CRAC-GRN et les Opérateurs doivent mettre en place un protocole de suivi, y compris un dispositif adapté de collecte et d'analyse de données (notamment sur le temps et la pénibilité de travail) pour évaluer la performance et la rentabilité des différents kits.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Veiller à ce que le statut foncier des parcelles cultivées données en exploitation soit clarifié au niveau des COFO et que ce soit au moins d'une durée de 5 ans	CNC/CRC, GSC/ONG	Mai 2014 et continu
Renforcer les échanges entre les GSC/ONG et la CRAC/GRN pour évaluer les performances des kits distribués	CNC/CRC, GSC/ONG CRAC-GRN	Mai 2014 et continu
Superviser sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs l'allègement des tâches de femmes et l'impact nutritionnel des jardins de case	CNC/CRC, GSC/ONG	Mai 2014 et continu

39. Développement des micro-entreprises rurales connexes. A l'échelle de l'intervention du PPI RUWANMU, l'analyse financière et économique, montre que les différentes MER et leurs promoteurs rencontrés, ne donnent aucune visibilité en termes de: (i) vision d'entreprise, (ii) planification, (iii) rentabilité, (iv) création d'emplois et de revenus. En effet, il était beaucoup plus question de renforcement de statut social à travers une logique de subvention long temps entretenue, que de véritables initiatives viables contribuant au développement économique durable du tissu économique local. La mission constate qu'aucun des promoteurs rencontrés ne pouvait raconter de façon harmonieuse et cohérente, le contenu de sa demande, son marché actuel et les perspectives de développement. Les montants demandés sont très souvent assez faibles pour donner des impacts significatifs.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre en veilleuse l'activité de MER en attendant l'identification de partenaires qualifiés en 2015	CRC	Immédiat
Fournir une assistance technique à la demande pour des services de (i) formation en lien avec l'entrepreneuriat rural, (ii) élaboration de plan d'affaire, et (iii) mise en relation avec le système financier formel	CNC/CRC	Immédiat

40. **Alphabétisation.** Le taux d'exécution physique pour 2014 est de 20%. Les activités menées comprennent: i) l'identification de la totalité des centres d'alphabétisation à établir en 2014 (30); et ii) l'élaboration des livrets à utiliser. Aux deux modules de base (lecture et écriture), un troisième sur l'alphabétisation fonctionnelle est en cours de conception par le projet en partenariat avec la Direction Nationale de l'Alphabétisation sur la base des différentes notes techniques élaborées. Les bénéficiaires sont en cours d'identification parmi les participants aux activités des CEPM, JDC, AUE, etc. L'ouverture des centres est programmée pour le mois d'octobre 2014.

Volet 1.2-B: Renforcement des capacités de post-récolte et de commercialisation

41. La mission apprécie que l'ingénierie sociale est en plein développement avec l'implication, la participation effective et active de tous les acteurs au sein des cadres innovants de concertation *hadin gwuiwa* (HG). Par endroit, l'ingénierie sociale a connu des avancées significatives et les sites devant abriter les infrastructures économiques sont en cours d'identification et de délimitation. La mission encourage, les CRC de se concentrer sur les plus efficaces tout en maintenant le minimum d'animation sociale sur les autres CC déjà confirmés.

42. La mission note avec satisfaction, le niveau appréciable d'adhésion au HG et d'engouement des acteurs autant pour les CC que pour l'approche bassin de production - piste - pôle de développement économique. Les autoanalyses faites par les différents acteurs sur la valeur ajoutée des CC pour chaque groupe d'acteurs, démontrent leur pertinence et les perspectives encourageantes de développement sur la base d'une forte cohésion sociale avec un souci de transparence et de travail d'équipe au sein des groupes socio- professionnels pour une meilleure appropriation et valorisation des infrastructures économiques.

43. Les CRA de Zinder et de Tahoua disposent d'un nombre insuffisant d'animateurs pour correctement prendre en charge le renforcement des capacités à travers l'animation sociale des HG en plus des besoins au niveau des AUE, CVSE, SIMA. La mission recommande à la CNC, un avenant à la convention avec le RECA/CRA pour intégrer les besoins complémentaires de fonctionnement pour Maradi et de 4 animateurs pour Tahoua et Zinder.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Faire un avenant à la convention avec le RECA/CRA pour intégrer les besoins complémentaires de fonctionnement pour Maradi et de 4 animateurs pour Tahoua et Zinder	CNC	Mai 2014
Organiser un atelier de concertation impliquant toutes les parties prenantes sur la problématique des surtaxes sur les produits maraîchers notamment dans la région de Maradi	CRC CRA	Septembre 2014
Organiser des voyages d'échanges d'expériences au niveau de certains marchés modèles internes (Niger) ou externe (Nigéria) identifiés par les acteurs des HG	CRC RECA/CRA	Septembre 2014

Composante 2: Développement d'infrastructures économiques

Sous-composante 2.1: Réhabilitation/construction des pistes rurales de désenclavement des zones de production

44. La première mission de supervision de novembre 2013 avait recommandé que la priorité soit accordée à la région de Zinder pour la réhabilitation des pistes rurales pendant que les chantiers du PUSADER /OFID s'achèvent à Maradi et Tahoua. C'est dans cette logique, qu'un linéaire de 122 km de pistes rurales répartis sur trois axes a été identifié et reçu la non- objection du FIDA. *Les études techniques et l'élaboration des DAO sur ce linéaire doivent démarrer dans les plus brefs délais.*

45. Une feuille de route des travaux de réhabilitation/construction des pistes de Zinder ainsi que des fiches descriptives des différents tronçons retenus sera annexée au rapport de supervision. Il faut noter que le linéaire prévu au niveau PPI *Ruwanmu* pour l'ensemble des trois régions est de 150 km (2 139 100 000 FCFA) et que les travaux prioritaires de Zinder totalisent 122 km pour un coût estimatif de 2 350 790 000 FCFA (études et travaux). Suivant cette estimation, il y a un dépassement d'environ 212 000 000 FCFA sur le budget initial. C'est pourquoi, les pistes identifiées dans les régions de Maradi et Tahoua seront inscrites au portefeuille du DVPR pour une programmation progressive en fonction de la mobilisation des ressources. Les pistes qui seront construites dans le

cadre du PPI *Ruwanmu* doivent être conçues pour permettre l'accès aux marchés sans difficultés avec de larges possibilités de manœuvres pour les camions.

Chantiers communs du Programme FIDA

46. Schémas Directeurs Régionaux (SDR) des pistes rurales. L'étude d'élaboration des schémas régionaux des pistes SDR (Maradi, Tahoua et Zinder), a produit un rapport provisoire basé sur: (i) l'identification des pistes existantes dans chacune des régions; (ii) l'identification des différents projets et financements en cours ou prévus avec une prise en compte des calendriers prévisionnels d'intervention; (iii) l'identification des liaisons manquantes pour connecter de manière efficiente les différents pôles de développement économique (PDE) retenus dans le cadre du programme FIDA et (iv) une esquisse de priorisation des nouveaux projets retenus. Des amendements sont en cours sur la base des retours obtenus de certains acteurs des PDE. Les ateliers régionaux de validation des SDR sont programmés entre le 28 avril et le 03 mai 2014, avec l'appui de l'Assistant technique international.

47. Dispositif commun d'exécution des pistes rurales. Ce dispositif qui vise, une gestion plus efficace et coordonnée des investissements dans le secteur de la construction /réhabilitation des pistes rurales dans le respect des schémas régionaux avec environ 600 km de pistes déjà programmées et une prévision d'un linéaire équivalent dans le cadre du nouveau PAAF en perspective a été conçu lors de la première mission de supervision du PPI *Ruwanmu* de novembre 2013. Il va coordonner, un portefeuille d'investissement routier de l'ordre de 12,1 milliards de FCFA (24,2 millions de dollar US) entre 2014 et 2016 tous financements en cours et en perspective confondus (PUSADER, PPI *Ruwanmu*, PASADEM, PUSADER+, PAMIRTA. Il faut rappeler que les ressources du PAMIRTA sont en cours de mobilisation dans le cadre de la coopération Italienne et que l'accord de financement additionnel d'OFID a été signé en février 2014 et se trouve actuellement à l'assemblée nationale pour ratification.

48. Une note d'information relative à la mise en place du dispositif du volet Pistes Rurales au sein du programme FIDA – Niger, a été produite et envoyée au Ministère de l'Agriculture qui a donné son accord à travers une correspondance de la DGGR en date du 18 mars 2014. Cette correspondance, autorise la mise en œuvre du DVPR dans le respect de l'organigramme proposé. Un projet de décision portant création du dispositif pistes rurales a été également élaboré et sera transmis au MAG pour signature. Ce dispositif intègre la mise en place des points focaux au sein des Directions Régionales du GR et de l'Équipement ainsi que leur dotation en logistiques, équipements techniques et frais de fonctionnement.

49. Le personnel actuel du dispositif en poste à Maradi, comprend, un coordonnateur et un ingénieur responsable des études et de la programmation. Le personnel complémentaire (12 cadres) est en cours de recrutement. Ce personnel comprend, un responsable SIG, un responsable du contrôle d'exécution, un responsable d'ingénierie sociale et entretien, trois responsables régionaux des pistes, cinq agents de suivi de chantiers et un assistant administratif et passation de marchés. Les dossiers de candidature ont été reçus à la CNC, le 11 avril et les résultats de l'évaluation sont attendus à la fin du mois de mai 2014. Le DVPR bénéficie d'une Assistance technique internationale depuis novembre 2013 qui se poursuivra jusqu'en juillet 2014 dans un premier temps afin de concevoir et mettre en place les outils et documents standards et définir les procédures de conduite et de gestion de chantiers.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Engager les études techniques et l'élaboration des DAO dans la région de Zinder conformément au mode opératoire défini par le DVPR	CNC/DVPR/	Mai 2014
Intégrer les nouvelles pistes validées et ou /identifiées lors de la présente mission de supervision aux SDR	DVPR	Immédiat
Mieux préparer les prochaines mission de supervision aux niveau des infrastructures en procédant à une reconnaissance préalable des itinéraires et des sites proposés par les CRC avec l'assistance du Responsable national des activités techniques qui jouera un rôle d'appui et d'accompagnement	DVPR	Continu
Soumettre les projets de convention prévus avec la DGGR et la DGRR et demander la désignation des points focaux au niveau national et régional	DVPR	Juin 2014

Accélérer la finalisation de sélection du personnel du DVPR	CNC/UCGP	Mai 2014
Soumettre à la signature du MAG le projet d'arrêté Ministériel portant création et fonctionnement du DVPR	CNC	Immédiat

Sous-composante 2.2: Infrastructures communautaires de collecte et de commercialisation des produits agricoles

Infrastructures économiques communautaires

50. **Construction des centres de collecte et des comptoirs de commercialisation.** Au titre du PTBA 2014, un total de 20 sites d'implantation des centres de collecte et de commercialisation y compris les 2 comptoirs d'oignon et de canne à sucre, ont été identifiés. L'ingénierie sociale a effectivement démarré avec la mise en place des équipes d'animation et de sensibilisation des CRA qui bénéficient de l'appui des responsables Pôles de Développement (RPD) du PPI *Ruwanmu*. Au stade actuel et sur la base des critères d'implantation portant entre autres sur (la mise en place des comités *hading gwuiwa*, la tenue des réunions thématiques, le choix des sites d'implantation, le démarrage de la réflexion sur l'organisation et la gestion des centres, l'identification des tronçons de pistes de désenclavement des zones de production etc., la mission note qu'au niveau de 10 centres de collecte, l'ingénierie sociale est suffisamment avancée pour déclencher le processus de l'ingénierie civile. Les centres les plus avancés par région sont (i) Zinder (Banban Roua, Guidimouni et Doungou) (ii) Maradi (Gourgia, Baramaka et Madarounfa), (iii) Tahoua (Dogaraoua, Kéhéhé et Tomboulana et Koumassa). Ces centres de collecte doivent être compris au sens large et conçus comme tels avec un système de gestion autonome et multi acteurs.

51. Le site du comptoir de canne à sucre de Bandé est identifié, mais les activités d'animation et de sensibilisation méritent d'être encore poursuivies avant d'engager l'ingénierie civile notamment sur les aspects de flux de production et de commercialisation mais aussi sur les relations entre le comptoir et le centre de collecte de Babban Rouan situé à une dizaine de kilomètres. Au niveau de l'identification du comptoir d'oignon prévu à Sabon Guida, la mission a été informée qu'une rectification du processus de l'ingénierie sociale est en cours. Partant de ce principe, c'est au niveau de dix centres de collecte et de deux comptoirs que l'ingénierie civile va être déclenchée.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Engager le processus de l'ingénierie civile au niveau des 10 centres de collecte (3 à Zinder, 3 à Maradi et 4 à Tahoua) les plus avancés et de deux comptoirs (Bandé et Sabon Guida) dans le processus de l'ingénierie sociale	CRC/CRA	Mai 2014
Recruter le cabinet d'études qui sera chargé d'élaborer les dossiers de programmation fonctionnelle et technique	CNC	Immédiat

D. État d'avancement de l'exécution du projet

Coordination et gestion du projet

52. **Structures de pilotage et coordination du projet.** Le Comité de pilotage (CP) du projet comprend les représentants des structures étatiques concernées, des trois régions d'intervention du PPI *Ruwanmu*, du RECA et des OP. Depuis la dernière mission de supervision, le CP s'est réuni en décembre 2013 pour l'examen et approbation du PTBA 2014. La coordination du PPI *Ruwanmu* est assurée par les équipes déjà en place au niveau de la CNC et des CRC du PUSADER/IRDAR-RCI auxquelles se sont ajoutées des ressources humaines additionnelles prévues par le projet. Ces équipes ont été renforcées en février 2014 par un personnel additionnel en conformité avec la recommandation de la mission de supervision de novembre 2013.

53. **Performance de gestion du projet.** Le projet est entré dans sa deuxième année d'exécution si on considère que le premier décaissement de fonds a été effectué fin mars 2013. D'une manière générale, la gestion du projet est satisfaisante si on se réfère au respect des procédures de gestion convenues dans les accords de financement. Cependant, comme mentionné ci-dessus (Vue d'ensemble), le taux d'exécution globale (18%) est encore faible du fait que les investissements importants seront réalisés à partir d'avril-mai 2014. Si les investissements prévus dans le PTBA 2014 sont réalisés, le taux global de décaissement du projet pourrait atteindre au moins 40% (avance

initiale comprise) au 31 décembre 2014. De même, les dépenses prévisionnelles de la catégorie « salaire et coût de fonctionnement » représenteraient 10,6% des dépenses globales, ce qui améliorerait significativement l'efficacité du projet.

54. Evaluation des performances du personnel. Une grille d'évaluation du personnel héritée du PUSADER est disponible et servira de référence pour évaluer le personnel à partir de mai 2014. *Dans la perspective de l'approche programme, les critères d'évaluation du personnel du PASADEM et du PPI Ruwanmu devraient être harmonisés.*

55. Ressources humaines. Suite à la recommandation de la mission de novembre 2013, 24 agents ont été recrutés dont 12 agents à travers un redéploiement interne. Les responsables des volets ont pris service le 1^{er} février 2014 et les assistants prendront service en mai 2014. Ceci portera à 71 le nombre d'agents du PPI *Ruwanmu*, toutes catégories confondues. *Le projet devra s'assurer que les moyens de déplacement du personnel additionnel de terrain sont disponibles.* Le défi du *management* du projet est d'inculquer au personnel et aux partenaires du PPI *Ruwanmu* la culture de la performance dans la mise en œuvre des activités du projet.

56. Bases logistiques. La séparation des bases logistiques entre le PAC et le PPI *Ruwanmu* est devenue effective à partir du 1^{er} février 2014 avec la location des bureaux provisoires à Tahoua et Zinder, l'acquisition de mobiliers de bureau et matériels informatiques et le redéploiement des véhicules hérités de IRDAR RCI – PAC 2 et du PUSADER. Les sites d'implantation des bases logistiques ont été concédés au projet et les DAO de construction et équipement des nouveaux sièges de Tahoua et Zinder à l'image de celui du PASADEM de Maradi sont dans le circuit d'avis de conformité.

57. Mise en œuvre des recommandations de la mission précédente. La CNC et les CRC ont mis en exécution 44 recommandations sur 78 formulées (64%) lors de la mission de novembre 2013. 20 recommandations sont en cours de réalisation et 14 ne sont pas encore exécutées (les dates butoir pour 7 recommandations ne sont pas encore échues). Certaines recommandations relatives à la diminution des risques fiduciaires et physiques encourus dans le cadre de l'exécution de certaines activités, devront faire l'objet de note interne à diffuser auprès des CRC pour mieux internaliser les procédures.

58. Prise en compte du genre. Bien que le contexte d'intervention se caractérise par: i) une faible participation des femmes dans les cultures irriguées, ii) une faible jouissance foncière qui affecte les femmes et les jeunes (hommes et femmes), et iii) une insuffisante participation des représentants de certaines catégories sociales dans la gestion des ressources communes (ex. eau), la mission considère la prise en compte de l'aspect genre dans la mise en œuvre des activités du projet comme appréciable. La Stratégie Développement Equitable et Autonomisation des Femmes et des Jeunes (SDEA/FJ) adoptée par tous les opérateurs du projet a enregistré des résultats moyennement satisfaisants et qui diffèrent selon les activités (ex. forte implication des femmes et de jeunes hommes dans les activités CES/DRS vs faible présence des femmes dans les CVSE et dans le cadre de concertation des centres de collecte). Pour une meilleure prise en compte de l'aspect genre de façon transversale pour toutes les activités du projet et pour développer des activités spécifiques aux femmes, *la mission recommande de renforcer les capacités des opérateurs pour une meilleure prise en compte de la dimension Genre.*

59. Ciblage. La stratégie de ciblage du projet, qui prend en compte la SDEA/FJ est bien intériorisée par la plupart des acteurs de mise en œuvre. Son approche se combine de façon rationnelle avec la méthode *Household Economic Analysis (HEA)* adoptée par le PAM pour les activités d'aménagement des bassins versants. La mission note une bonne appropriation de l'approche de financement par binôme des équipements d'irrigation (ex. forages, motopompes, systèmes goutte à goutte, etc.). Un dispositif de ciblage mis en place par le projet permet de catégoriser les ménages par classes de pauvreté et d'assurer un suivi systématique des appuis reçus. Le passage des ménages ciblés d'une catégorie à une autre permettra d'évaluer l'impact des interventions du projet.

60. Partenariat. La stratégie de mise en œuvre du projet est basée sur l'approche du «faire faire» caractérisée par l'identification d'opérateurs: i) compétents, ii) avec une propre identité forte et reconnue et iii) avec une connaissance et une expérience de la zone d'intervention qui contribuent à un certain niveau de durabilité de l'action. Sur la base de cette approche le projet a signé les conventions avec les différents opérateurs de mise en œuvre. L'interconnexion des activités du projet fait qu'aucune intervention n'est indépendante des autres. Pour cette raison la mission souligne que les opérateurs doivent combiner et compléter leurs actions dans la mise en œuvre des différentes

composantes. Ce partage des compétences entre opérateurs comporte une obligation de communication et d'articulation proactive sur le terrain entre les agents chargés de la mise en œuvre. Au-delà des réunions mensuelles organisées par les CRC, les opérateurs doivent en effet s'engager plus en profondeur dans la participation aux discussions au sein des différents espaces de concertation (ex. réunion des HG). La mission souligne à ce propos que l'évaluation des performances des opérateurs ne doit pas être effectuée seulement sur la base de mise en place des activités spécifiques, mais aussi sur leur capacité d'innover, d'être proactifs sur le terrain et de prendre en compte la dimension genre.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer les capacités des opérateurs pour une meilleure prise en compte de la dimension genre	CNC/CRC	Mai 2014 et continu
Acquérir les moyens de déplacement du personnel de terrain nouvellement recruté	CNC/CRC	Mai 2014
Harmoniser les critères d'évaluation du personnel du PASADEM et du PPI Ruwanmu	PPI Ruwanmu/PASADEM	Octobre 2014
Renforcer la participation des femmes et des jeunes (H et F) dans toutes les activités du projet afin de contribuer à l'atteinte des objectifs de la SDEA/FJ	CNC/CRC	Mai 2014 et continu
Renforcer le dialogue entre les opérateurs et des synergies dans la mise en œuvre des activités sur le terrain	CNC/CRC	Mai 2014 et continu

Suivi-évaluation (SE) et gestion des savoirs

61. L'opérationnalisation du système de SE du PPI *Ruwanmu* au niveau national et régional se fait en synergie avec l'équipe de SE du PASADEM. A cet effet, les équipes de SE des deux projets ont élaboré, avec l'appui d'une Consultante du FIDA, un manuel unique du SE du programme FIDA en cours de finalisation. Les activités déjà menées en vue de la finalisation dudit manuel comprennent: (i) la revue du classeur des fiches de collecte de données; (ii) la revue des indicateurs des cadres logiques du PPI *Ruwanmu* et PASADEM ainsi que les modes opératoires des calculs de ces indicateurs; et (iii) la mise en place et le début d'opérationnalisation d'un dispositif de SE participatif.

62. **Cadre logique.** Le cadre logique du PPI *Ruwanmu* a été actualisé en février 2014. Les indicateurs du cadre logique sont renseignés périodiquement sur la base des fiches de collecte de données préparées par les opérateurs. A titre indicatif, les indicateurs de produits sont renseignés trimestriellement dans les rapports d'activités des opérateurs. Aussi une enquête de base complémentaire dont le rapport est en cours de finalisation a été conduite en vue de compléter l'enquête SYGRI de référence réalisée par le projet en 2012. *Dans le cadre de la régionalisation de la mise en œuvre des activités du projet, la mission recommande que les valeurs cibles du cadre logique relatives aux produits à réaliser soient systématiquement désagrégées par région.*

63. **Mise en œuvre de la feuille de route.** Une feuille de route pour les équipes SE du PASADEM et PPI *Ruwanmu* couvrant la période de mars à décembre 2014 a été établie avec l'appui de la Consultante ci-dessus mentionnée. La mission note que l'état de mise en œuvre de cette feuille de route par l'équipe de SE PPI *Ruwanmu* est satisfaisant. La plupart des actions contenues dans la feuille de route ont été menées aux dates convenues. Il s'agit notamment de: (i) la mise en place d'un dispositif de SE participatif au niveau villageois; (ii) la réalisation d'une enquête de référence complémentaire; (iii) l'opérationnalisation des outils de suivi des activités (fiches de suivi des activités/produits); (iv) la visualisation des réalisations du projet à travers l'élaboration des cartes thématiques; (v) la production des notes d'information sur l'exécution du projet et d'une note de capitalisation sur les CEP; et (vi) l'établissement d'une banque d'images sur les activités du projet.

64. **Dispositifs de SE participatif.** Un premier dispositif de SE participatif inspiré du PPILDA a été mis en place dans 36 villages représentatifs (18 à Tahoua, 9 à Maradi, et 9 à Zinder) pour le suivi du ciblage (classes de vulnérabilité/pauvreté) et de l'évolution des revenus des ménages. Ce dispositif fait déjà l'objet d'une collecte des données par des comités villageois de SE (CVSE) qui ont été formés à cet effet. Le deuxième dispositif axé sur le suivi agronomique/analyse économique et financière (Compte d'exploitation, Plan d'affaire) sur un échantillon de 700 exploitations est en cours de mise en place avec l'appui du GATE et fera l'objet d'un appui d'une assistance technique internationale de la FAO en mai 2014.

65. **Analyse économique et financière.** Il ressort de l'analyse économique et financière d'un échantillon de 30 DMP que le maraichage est financièrement rentable, dans la situation sans projet comme dans la situation avec projet. Toutefois le projet permet de renforcer cette rentabilité en triplant la marge brute et, plus important, la marge nette. Sur la base des dossiers étudiés, le revenu additionnel prévisionnel par hectare et par campagne par rapport à la situation sans projet est estimé à **347 000 FCFA**.

66. **Système d'information géographique (SIG).** Même si le SIG est actuellement opérationnalisé au niveau du PPI *Ruwanmu*, notamment à travers la production de cartes localisant les réalisations du projet, la mission a noté une faible maîtrise du SIG pour cartographier les activités réalisées ou prévues du projet. Une assistance technique internationale en SIG est en cours de mobilisation afin de permettre au PASADEM et au PPI *Ruwanmu* de disposer d'un SIG normé.

67. **Gestion des savoirs et Communication.** La formation dispensée aux CVSE leur permet de contribuer à mieux documenter et capitaliser les résultats du projet en termes d'effets/impacts. Actuellement, deux notes de capitalisation des résultats sur des CEPD sont en cours de finalisation. Ces notes feront l'objet d'un large partage au niveau des acteurs de mise en œuvre du projet et des autres partenaires. D'autres notes de capitalisation des interventions du projet sont programmées dans le PTBA 2014.

68. Le projet s'est doté en février 2014 d'un plan de communication avec l'appui d'un consultant. Sur la base de ce plan, le projet a développé des outils de communication susceptibles de diffuser les réalisations du projet auprès d'un large public. Ces outils comprennent notamment des interviews et des articles destinés aux journaux et autres médias, des pages vidéo, des fiches techniques, des panneaux de signalisation, etc. Par ailleurs, le projet a publié des articles sur le site web du RECA et envisage également d'alimenter le site web du HC3N. Tout en encourageant l'utilisation de ces sites, la mission est d'avis que le PPI *Ruwanmu*, en concertation avec le PASADEM, devrait mettre en place un site web du PFN qui sera alimenté par les informations en provenance des deux projets et du futur PAAF. *A cet effet, le responsable de communication du PASADEM qui avait en charge la communication des deux projets et qui a quitté le PASADEM depuis décembre 2013, devrait être rapidement remplacé.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Désagréger par région les valeurs cibles du cadre logique relatives aux produits à réaliser	CNC/CRC	Mai 2014
Accélérer la conduite de l'étude de base sur la mise en place du dispositif SIG	PASADEM/PPI Ruwanmu	Mai 2014
Accélérer le recrutement du Responsable de communication du PASADEM qui aura en charge la communication des deux projets	PASADEM/PPI Ruwanmu	Juin 2014

Dialogue politique

69. **Forum paysan transrégional.** Le projet a contribué au financement de la participation des CRA/Tahoua et Zinder au forum transrégional sur l'agriculture familiale organisé à Maradi du 06 au 08 février 2014 à Maradi. De même, il a appuyé les deux CRA pour leur participation au premier Salon de l'agriculture, de l'Hydraulique et de l'Elevage (SAHEL) tenu à Niamey du 06 au 09 mars 2014.

70. **Initiative 3N.** Le projet a des échanges continus avec le HC3N au niveau national et régional, notamment dans le cadre du SE avec la participation du HC3N aux ateliers régionaux de formation sur les outils de suivi. Des représentants du HC/3N participent aux supervisions.

71. **Cadre de concertation Petite Irrigation (PI).** Le projet participe activement au cadre de concertation sur la PI organisé par la DGGR sous le financement de la GIZ.

72. **Conseils régionaux.** La mission a noté la participation forte des Conseils Régionaux, ces derniers appréciant la collaboration impulsée par les équipes du PPI *Ruwanmu*. Leur implication a été notée au niveau des missions de suivi sur le terrain, des missions de supervision et des cadres de concertation (cas de Zinder).

E. Aspects fiduciaires

73. **Gestion financière.** Depuis le démarrage, le PPI *Ruwanmu* a installé la dernière version du logiciel Tomate (Tom2 pro) au niveau des CRC et de la CNC à Niamey. A date le logiciel est

correctement paramétré et utilisé de façon optimale par toute l'équipe. Il permet entre autres de générer les reportings mensuels et trimestriels conformes aux nouveaux modèles de rapports recommandés par les services financiers du FIDA. Aussi, depuis janvier 2014 deux contrats d'assistance technique aux services financiers ont été signés avec la Coordination nationale pour davantage renforcer les capacités de l'équipe et l'harmonisation des procédures fiduciaires avec le PASADEM dans la perspective du démarrage du nouveau Programme FIDA pour le Niger. Il s'agit des contrats d'assistance technique au SAF pour la gestion administrative d'une part; et au système informatisé de gestion. A présent l'équipe du SAF, dans sa configuration actuelle est supervisée par une RAF assistée d'un chef comptable, d'un assistant comptable et d'un assistant administratif au niveau CNC; d'un comptable et d'un aide comptable au niveau de chaque CRC. Au total, cette équipe forte de 10 personnes est qualifiée et adéquate pour accompagner le PPI *Ruwanmu* dans sa mutation vers la régionalisation avec des CRC disposant de moyens humains suffisants et d'une autonomie financière dans la perspective du futur programme FIDA au Niger.

74. Décaissements. Au 31 mars 2014, après une année d'activité, le taux de décaissement est de 18% pour l'ensemble du projet. Ce taux s'analyse comme suit: i) pour le FFE: 21%; ii) pour le prêt FIDA: 22,48%; iii) pour le Don FIDA: 20,08% et, iv) pour la Contrepartie Nigérienne, il est de 3%. Ce taux est **globalement satisfaisant** pour la première année d'intervention du projet. Cette situation est surtout due par le niveau important de l'avance initiale consolidée des accords de prêt du Fonds Fiduciaire Espagnole; du Prêt et du Don FIDA, qui s'élève à 1 500 millions de FCFA. A date, le projet a soumis au FIDA, les DRF et DPD 2,3 et 4 d'un montant de 734 710 438 FCFA, qui ont été intégralement remboursée. La DRF 5 en cours de préparation et de transmission, est arrêtée à un total provisoire de 683 000 000 FCFA. Si elle est entièrement payée, le taux de décaissement serait porté à 24%. Ce taux est satisfaisant mais il devra davantage s'améliorer avec l'accélération de la cadence des activités et des travaux.

75. Situation de trésorerie. Au 31 mars 2014, le compte désigné, dégage un solde positif de 832 514 245 FCFA qui s'analyse comme suit: i) BIA Niamey: 755 097 498 FCFA; ii) BIA Maradi 36 721 471 FCFA; iii) BIA Tahoua 27 613 273 FCFA; iv) BIA Zinder: 12 437 076 FCFA; v) Caisse Niamey 293 500 FCFA; Caisse Maradi: 200 000 FCFA; Caisse Tahoua 87 750 FCFA; Caisse Zinder: 63 677 FCFA.

76. Comptes d'opérations régionales. A ce jour, l'organisation mise en place s'appuie sur les dispositions des différents accords de financement sur la base desquels le compte désigné est ouvert avec une avance initiale d'un montant total de 1 500 millions FCFA. Les comptes ouverts auprès des CRC ont reçu une avance initiale de 50 millions de FCFA pour faire face aux dépenses de fonctionnement. Eu égard à la régionalisation mise en place, les comptes des régions devront être des comptes d'opérations dotés d'une avance plus conséquente pour permettre à la CRC d'avoir plus d'autonomie financière. A ce titre la mission recommande à la CNC de relever le niveau de l'avance initiale et le faire passer de 50 millions à 100 millions FCFA pour Maradi, 200 millions pour Zinder et 300 millions pour Tahoua. Les dépenses des comptes d'opérations régionales seront demandées en remboursement suivant une périodicité mensuelle. Pour éviter des tensions de trésorerie, toute dépense importante et autorisée, sera payée par la CNC après en avoir formulé la demande. A la fin de chaque trimestre une évaluation de la procédure pourra être évaluée et réajustée en fonction des besoins qui devront être rapprochés aux états de suivis trimestriels financiers intermédiaires obligatoires (nouveau modèle FIDA). Cette nouvelle approche fera l'objet d'évaluation qui, si elle s'avère positive, permettrait au futur programme de démarrer avec la procédure de fonds renouvelables, c'est-à-dire des avances de trésorerie à partir des PTBA semestriels. *La mission recommande au projet, la mise en place sans délai du nouveau modèle des rapports intermédiaires qui seront transmis au FIDA pour évaluation et approbation. En tout état de cause, une note positive, sera un bon point pour démarrer le futur programme avec la procédure des fonds renouvelables.*

77. Fonds de contrepartie. La contribution du Niger au PPI *Ruwanmu* est exclusivement constituée de droits de douanes et de la TVA supportés lors des acquisitions de biens et services, fournitures et travaux, et services de consultants dans le cadre de l'exécution du projet. Les demandes d'exonérations sont centralisées à Niamey et transmises auprès de l'Administration fiscale qui instruit les dossiers et délivre un titre d'exonération. Le montant mobilisé cumulé au 31 mars, est de 53 346 241 FCFA, soit près de 3%. Cette situation s'explique par un taux d'exécution très faible pour les dépenses imputables à la contrepartie en rapport avec les composantes 1 et 2 qui totalisent à elles seules, 96% de l'enveloppe globale du financement de la contrepartie nigérienne. Avec le démarrage programmé des travaux d'infrastructures, les fonds de contrepartie vont davantage s'apprécier.

78. Respect des accords de prêts. Les dispositions des accords de prêts sont dans leur intégralité respectées. Toutes les conditionnalités de démarrage ont été remplies. Toutefois, il convient de signaler que certaines des catégories de dépenses pourraient connaître des dépassements importants avec la mise en œuvre du renforcement du dispositif de coordination du PPI *Ruwanmu* et l'effectivité de la régionalisation. L'incidence globale de la nouvelle vision, entraînera des investissements complémentaires en termes de: i) construction de sièges régionaux; ii) mise en place de la coordination du volet pistes; iii) assistance technique; et iv) personnel additionnel et les charges récurrentes. L'incidence globale de cette nouvelle orientation sera d'environ 490 millions FCFA à fin 2014 (hors dispositif volet pistes).

79. Passation des marchés. Au 31 mars 2014, le PTBA 2014 arrêté à 4 968 735 700 F CFA, a été exécuté à 18%. Ce taux tient compte du total d'engagements de la période arrêté à 322 858 178 FCFA. Il convient toutefois de signaler que le PPM qui découle de ce PTBA 2014, laisse apparaître 56 marchés qui se répartissent comme suit: i) Travaux: 5 pris en charge par le volet piste du Programme FIDA; Fournitures: 11; Consultants: 40 dont 30 avec les opérateurs chargés de l'encadrement des activités. L'état d'exécution du PPM tel qu'il est actuellement présenté, a été amélioré suite aux recommandations de la supervision précédente. Cet effort doit être poursuivi. Avec la régionalisation, il n'est pas envisagé de recrutement d'assistants en passation de marché au niveau des CRC. Le Spécialiste en passation des marchés (SPM) aura en charge l'élaboration du PPM au niveau national qui sera décliné au niveau des CRC. Il les assistera avec diligence dans le traitement des dossiers qui relèvent de son domaine.

80. PTBA 2014. Le PTBA 2014 a été validé par le comité de Pilotage en décembre 2013. Il est arrêté à un total de 4 968 735 200 FCFA réparti à hauteur de 65,74% pour les CRC et 34,26% pour la CNC. Il demeure ambitieux en tenant compte des délais incompressibles de passation de marchés et des capacités du projet à réaliser les investissements prévus. A date, son taux de décaissement est de 12%, en tenant compte des engagements non apurés de 322 858 178 FCFA, son taux d'exécution est de 18%.

81. Etats certifiés de dépenses. A partir d'un échantillon significatif de pièces à Niamey, Zinder Maradi et Tahoua, la mission a procédé aux vérifications habituelles de l'existence des pièces justificatives probantes et les différentes autorisations et contrôles des états certifiés de dépenses de la DRF 4. La mission a cependant noté que l'esprit des recommandations de la précédente mission de supervision n'a pas toujours été internalisé au niveau régional et diversement apprécié. A titre indicatif, les conventions avec les hôtels avec paiement contre factures n'ont pas été finalisées. A ce titre, la mission recommande dorénavant à la CNC de faire des notes de service internes à l'intention des services financiers régionaux pour une application stricte des recommandations antérieures.

82. Audit. Le Cabinet KMC a été retenu pour l'audit des comptes du PPI *Ruwanmu* pour trois exercices (2013-2015), conformément à leurs TDR. Pour 2013, l'audit a démarré avec anticipation, à la deuxième quinzaine de mars. La mission a rencontré un des membres de l'équipe avec qui elle a échangé sur le déroulement de la mission. Les travaux en cours seront finalisés dans les meilleurs délais et le rapport déposé au plus tard en mai 2014.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Procéder au relèvement du seuil des comptes d'opérations régionales qui passent de 50 millions à 100 millions pour Maradi; 200 millions pour Zinder, et 300 millions pour Tahoua	CNC/RAF	Mai 2014
Faire des notes de services internes à l'intention des financiers des CRC, pour partage et application stricte des recommandations des missions de supervisions	CNC/RAF	Continu

F. Durabilité

83. Le PPI *Ruwanmu* garantit la durabilité des actions grâce à une bonne complémentarité des interventions qui permettent une appropriation par les bénéficiaires tant des savoirs faire que des infrastructures. L'approche bassins versants/pôle de développement économique permet une continuité territoriale des interventions technico-économiques et organisationnelles: la réhabilitation de bassins versants et la gestion de la ressource (eau d'irrigation) avec les AUE en émergence, les forages et l'amélioration de la productivité des productions maraîchères avec des CEP, les pistes

d'accès et la réhabilitation de comptoirs et centres de collecte avec l'émergence de plateformes multi-acteurs (HG) animées par les CRA.

84. Ces formes d'organisation, encore à l'état d'émergence, seront inscrites dans les cadres juridiques existant au Niger: (i) Les AUE et les COGES de gestion des ressources naturelles sont reconnus par les mairies qui leur délèguent les prérogatives nécessaires et assureront un suivi-contrôle; (ii) les binômes de producteurs/investisseurs et les groupes de CEP; (iii) les coopératives, leurs unions et fédérations, les SARL et GIE, rendront les services pour lesquels ils auront été fondés de manière économiquement viable et en toute transparence vis-à-vis de leurs membres; (iv) les HG sont des plateformes de concertation locale multi-acteurs animées par les CRA.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Clarifier avec tous les partenaires le futur cadre juridique de chaque type d'organisation promu par le projet	CNC/CRC	Octobre 2014

G. Autres

Achèvement des infrastructures rurales du PUSADER sur financement OFID

85. **Pistes rurales.** Le PUSADER a réhabilité un linéaire total de 71.5 Kms de pistes rurales dans les régions de Maradi et Tahoua. Au stade actuel, tous les travaux sont achevés et les réceptions provisoires prononcées. Toutefois, la première mission de supervision du PPI *Ruwanmu* avait recommandé de réaliser des travaux supplémentaires confortatifs à des endroits jugés instables. Le FIDA et la DGCMP/DSP ont donné leur avis de non objection pour la réalisation de ces travaux confortatifs.

86. **Ouvrages hydrauliques.** Les travaux des ouvrages hydrauliques portent sur la réalisation de 76 points d'eau modernes (PEM) dont 45 puits neufs. Les réceptions provisoires initialement prévues en février 2014 ont été reportées à la fin du mois de mai suite à une prolongation de délai de 03 mois qui a été accordée pour finaliser l'ensemble des travaux. Au stade actuel, l'avancement des travaux se présente comme suit:

- (i) Puits: Les 45 puits (dont 18 à Tahoua et 27 à Maradi) sont en cours de fonçage. Le taux global d'exécution actuel est de 77,8% avec 35 puits terminés. En ce qui concerne, les 10 puits restants, 07 sont au niveau du captage de la nappe et les 03 restants en cours de cuvelage. Le rythme d'avancement actuel des travaux laisse entrevoir un achèvement des travaux en mai 2014.
- (ii) Forages: Le taux actuel global d'exécution des forages est de 80,65% soit 25 ouvrages qui sont terminés et réceptionnés. Pour les six (06) ouvrages restants, 03 ont fait échec en raison des conditions géologiques des sites. La situation des 3 autres ouvrages se présente comme suit: 02 ont subi des dommages lors de la mise en place des pompes et le dernier forage est en cours d'achèvement.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Ordonner la remobilisation de l'entreprise DKO et du bureau de contrôle Art et Génie pour la réalisation des travaux confortatifs dans la région de Maradi et Tahoua	CNC/CRC	Avril 2014
Organiser les réceptions provisoires des ouvrages hydrauliques achevés	CNC/CRC	Mai 2014

H. Conclusion

87. A son démarrage, le projet s'est concentré sur la réalisation des activités préalables aux investissements en petite irrigation. Ceux-ci sont inscrits dans le PTBA 2014 et la mission a eu l'opportunité de visiter les premiers investissements réalisés sur les bassins versants. Avec la maîtrise de l'approche du projet par tous les acteurs, la régionalisation en cours des activités du PPI *Ruwanmu*, et la réalisation des premiers investissements, la mise en œuvre du projet atteindra son rythme de croisière en décembre 2014.

88. Le FIDA et le Gouvernement du Niger entérinent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Niger	No. du projet	1646	No. du prêt/don DSF	877
Projet	Ruwanmu Small-Scale Irrigation Project			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	22/04/2014				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	2	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	Avril 2014	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	Juillet 2013		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	21/09/2012			Coût total	25.65	
Accord	25/10/2012	Délai d'entrée en vigueur	5.0	FIDA Total	2.78	
Entrée en vigueur	19/02/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	1.78	22
Premier décaissement	20/03/2013			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA	1.00	20
Achèvement initiale	31/03/2018	Dernier audit		Financement national total	4.11	
Achèvement	30/03/2018			Gouvernement (National)	4.11	3
Clôture initiale	30/09/2018			Cofinancement total externe	18.76	
Clôture	30/09/2018			Spanish Fund	18.76	21
Nbre de prolongations	0					

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	5	1. Qualité de la gestion du projet	4	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	5	2. Exécution du S&E	4	5
3. Fonds de contrepartie	5	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	5	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	N/A	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en compte du climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
Petite irrigation	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
Renforcement capacités	4	4	2. Autonomisation	4	4
Infrastructures	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	N/A	4
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	N/A	4

B.5 Justification des notes

B.1: Gestion financière satisfaisante avec une bonne maîtrise des dépenses et un contrôle interne efficace. Taux de décaissement modérément satisfaisant (environ 85% du PDP en année 2). Fonds de contrepartie inscrits dans le PTBA mais travaux requérant la contrepartie non encore démarrés. Clauses de l'accord de financement et procédures de passation des marchés bien respectées. Premier rapport d'audit attendu en mai/juin. B.2: Personnel clé en charge de la gestion du projet bien expérimenté. Equipes régionales renforcées à partir de février 2014. Bonne maîtrise des outils de collecte de données par les opérateurs, production trimestrielle des rapports sur l'avancement du projet. Environ 62% des activités inscrites dans le PTBA 2013 ont été exécutées. Prise en compte effective du genre pour la plupart des activités mais besoin de renforcement des capacités des opérateurs sur les aspects genre. Activités du projet axées sur la PI et répondant aux besoins et intérêts des pauvres. Ciblage effectif des groupes les plus vulnérables pour les travaux d'aménagement des BV. Début d'adoption de quelques innovations apprises dans les CEPM (ex. lutte contre les ennemis des cultures). Prise en compte du climat et environnement dans la conception et logique d'intervention du projet (gestion durable des ressources hydriques). B.3: Avancement modérément satisfaisant de la mise en œuvre des composantes techniques: 99 CEPM mis en place, démarrage effectif des travaux sur les BV, premiers investissements en PI en voie de démarrage, ingénierie sociale en cours autour des centres de collecte (CC) et des PDE. Identification des pistes sur financement *Ruwanmu* terminée en concertation avec les acteurs concernés. B.4: Les organisations appuyées par le projet (AUE, OP) sont encore fragiles et ont besoin des appuis consistants en renforcement des capacités. Bien que les femmes et hommes pauvres participent activement aux plateformes de concertation regroupant tous les acteurs autour des CC et PDE, leur capacité d'exercer un contrôle sur leurs relations économiques et les institutions est encore très limitée. Les bénéficiaires sont impliqués dans le choix des activités du projet à travers les ateliers participatifs de préparation du PTBA. De plus, le projet fait des efforts pour que la participation des hommes et des femmes soit paritaire dans la plupart des activités. Globalement, la qualité des services rendus par les opérateurs est acceptable. Bon potentiel de réplcation de certaines activités du projet. Certaines ONG commencent à répliquer les innovations testées avec succès dans les CEPM.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

L'avancement global de l'exécution du projet est moyennement satisfaisant. Au 31 mars 2014, les activités du PTBA ont été exécutées à 25% pour une période d'exécution de trois mois. Au rythme actuel de l'avancement du projet, le taux d'exécution physique pourrait atteindre au 31/12/2014 au moins 70% pour la composante petite irrigation et 50% pour la composante infrastructures. Avec les investissements prévus en PI, le taux global de décaissement (tous financements confondus) pourrait passer de 18% au 31 mars 2014 à au moins 40% en fin décembre 2014.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	5
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

La mise en place des CEPM couplée avec la réalisation en cours des investissements en PI indique qu'il y a une très forte probabilité de réaliser les premiers effets et impacts du projet, notamment l'augmentation de la productivité des surfaces irriguées et l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations concernées. Les premiers effets de l'intervention du projet portent notamment sur l'adoption et l'appropriation des bonnes pratiques en matière de gestion de l'eau et de lutte contre les ennemis de cultures suite à l'animation des CEPM.

C.6	Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats.
	Aspects fiduciaires : Les avances de fonds au personnel pour l'exécution des activités de terrain comportent des risques financiers et physiques. En vue de minimiser ce risque, le projet a initié la procédure des cartes de carburant et les conventions avec les hôtels.
	Avancement de l'exécution du projet: Pas de risque majeur
	Produits et réalisations: Suite à la mise en veilleuse des activités liées aux BI et MER, les produits et réalisations escomptées pour ces activités en 2014 ne pourront pas être atteints.

Durabilité: La subvention à 100% de l'acquisition d'équipements (motopompes) n'assure pas la durabilité économique des investissements réalisés. Ce risque est toutefois mitigé par l'épargne obligatoire préalable à l'obtention de ces équipements.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure recommandée	Etat de calendrier	Etat d'avancement
Actions prioritaires	Se concentrer davantage sur la petite irrigation, les champs écoles, les bassins versants, les marchés et les pistes	Année 2014	
Mise en place des piézomètres	Accélérer le processus de passation de marchés et de réalisation des piézomètres avant la saison de pluies	Immédiat	
Insuffisances des ressources du PAM	Prendre en charge les aménagements programmés par le PAM mais non-achevés sur les sites de convergence	Immédiat	
DMP en petite irrigation	Accélérer le processus de montage et d'approbation des DMP et de leur mise en œuvre avant l'hivernage	Immédiat et continu	
Performance des CEPM	Organiser un atelier bilan et planification avant la prochaine campagne des CEPM	Avant septembre 2014	
Financement des BI et MER	Mettre en veilleuse les activités de financement des BI et MER en attendant l'identification de partenaires qualifiés en 2015 tout en restant immédiatement disponible pour l'assistance technique (plan d'affaire, mis en relation avec le système financier formel) à la demande des unions en lien avec leur fédération	Immédiat	
Etudes sur les pistes rurales	Engager les études techniques et l'élaboration des DAO dans la région de Zinder conformément au mode opératoire défini par le DVPR	Immédiat	
Création du DVPR	Soumettre à la signature du MAG le projet d'arrêté Ministériel portant création et fonctionnement du DVPR	Immédiat	
Ingénierie sociale/ingénierie civile	Engager le processus de l'ingénierie civile au niveau des 10 centres de collecte et de deux comptoirs les plus avancés dans le processus de l'ingénierie sociale	Immédiat	
Régionalisation de la mise en œuvre du projet	Procéder au relèvement du seuil des comptes d'opérations régionales qui passent de 50 millions à 100 millions pour Maradi; 200 millions pour Zinder, et 300 millions pour Tahoua	Immédiat	

Observations supplémentaires

La prochaine mission de supervision aura lieu en novembre 2014 et se fera conjointement avec celle du PASADEM.

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résultats	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Moyens de Vérification	Hypothèses
But: Améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder	<ul style="list-style-type: none"> -Taux de malnutrition infantile réduit dans les communes ciblées*+ (réduction % des enfants en insuffisance pondérale, chroniquement mal nourris et en malnutrition aigüe) -Augmentation de l'indice d'accumulation des actifs/biens des ménages ciblés * -80% des ménages ciblés ont amélioré leur sécurité alimentaire (réduction du nombre de mois de la période de soudure)* 	<ul style="list-style-type: none"> -Taux de malnutrition Chronique=46% Aigue=19% Insuffisance Pondérale=40% -97% des ménages utilisent le sable/terre comme type revêtement pour couvrir le sol; -Seul 36% des ménages utilisent une source d'eau de consommation saine -96% de la population font leur besoins dans la brousse et 3% dans des latrines traditionnelles -99% des ménages utilisent le bois comme source d'énergie; 99% de la population utilisent des outils à mains dans la pratique de l'agriculture -Nombre moyen de mois de disette=6,6 	<ul style="list-style-type: none"> Taux de malnutrition Chronique<46% Aigue<19% Insuffisance Pondérale<40% Moins de 97% des ménages utilisent le sable/terre comme type revêtement pour couvrir le sol -Plus de 36% des ménages utilisent une source d'eau de consommation saine -Moins de 99% de la population font leur besoins dans la brousse ou dans des latrines traditionnelles -Moins de 99% des ménages utilisent le bois comme source d'énergie Moins de 99% de la population utilisent des outils à mains dans la pratique de l'agriculture -Nombre moyen de mois de disette<6,6 	<ul style="list-style-type: none"> o Etudes d'impact par rapport à la situation de référence, dont SYGRI o Enquêtes INS o Rapport UNICEF et PAM 	<ul style="list-style-type: none"> o Stabilité politique o La stratégie de l'initiative 3N est opérationnelle et harmonisée avec le PNIA o Mécanismes conjoints (GdN et PTF) performants de gestion des crises
Objectif de développement: Augmenter les revenus de 65 000 ménages ruraux dans 30 communes des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	<ul style="list-style-type: none"> o 70% des ménages ciblés ont augmenté de 50% leur revenu o 65 000 ménages ont bénéficié des services du projet* 	<ul style="list-style-type: none"> - Maradi: 391 722 FCFA - Tahoua: 493 521 FCFA - Zinder: 303 860 FCFA 0 	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 70% des ménages des trois régions ont leurs revenus augmenté à: - Maradi: 587 583 - Tahoua: 740 281,5 - Zinder: 455 790 o Au moins 65 000 ménages ont bénéficié des services du projet* 	<ul style="list-style-type: none"> o Etudes d'impact par rapport à la situation de référence, dont SYGRI o Rapports i3N et INS 	

Résultats	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Moyens de Vérification	Hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> 70% des personnes formées (en alphabétisation) savent lire et écrire*+ 	0	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 70% des personnes formées (en alphabétisation) savent lire et écrire*+ 		
Effet escompté 1: La productivité des surfaces irriguées est augmentée durablement et les capacités locales de gestion durable de la ressource hydrique sont renforcées	<p>Efficacité:</p> <ul style="list-style-type: none"> 6 835 ha de périmètres d'irrigation aménagés ou remis en état* 3 300 ha de terre améliorés (sur bassins versants) par des mesures de préservation des sols et de l'eau* 60% producteurs/trices agricoles faisant état d'une augmentation de leur production/rendement*+ (Augmentation des rendements d'au moins 20% en moyenne) <p>Durabilité: (après 3 ans)</p> <ul style="list-style-type: none"> 90% des infrastructures en service (puits, forages)* 90% groupes de GRN opérationnels/fonctionnels (AUE, etc.)* 80% des 1200 entreprises en activité (MER)*+ 3 CRA publient les lettres d'informations techniques saisonnières et organisent 3 événements annuels (foires, échanges, forum paysan régional) 	<p>Efficacité:</p> <ul style="list-style-type: none"> 0 0 <p>Les rendements moyens des principales cultures maraichères sont de:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Oignon: 25,7 T/ha; -Chou: 22 T/ha; -Tomate: 14,75 T/ha; -Le Poivron 	<p>Efficacité:</p> <ul style="list-style-type: none"> 6 835 ha de périmètres d'irrigation aménagés ou remis en état* 3 300 ha de terre améliorés (sur bassins versants) par des mesures de préservation des sols et de l'eau* 60% des producteurs ont atteint les rendements moyens suivants pour les principales cultures maraichères: -Oignon: 30,8 T/ha -Chou: 26,5 T/ha -Tomate: 17,7 T/ha -Le Poivron <p>Durabilité: (après 3 ans)</p> <ul style="list-style-type: none"> 90% des infrastructures en service (puits, forages)* 90% groupes de GRN opérationnels/fonctionnels (AUE, etc.)* 960 entreprises en activité (MER)*+ 3 CRA publient les lettres d'informations techniques saisonnières et organisent 3 événements annuels (foires, échanges, forum paysan régional) 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes de suivi et d'impact, SYGRI Etudes thématiques Rapports des opérateurs Rapports des STD (Agriculture, GR, hydraulique, DAC/POR, Code Rural, etc.) Rapports et études du RECA et des RCA 	<ul style="list-style-type: none"> Echanges commerciaux stables avec les pays de la sous-région Conditions climatiques favorables Conditions zoo-phyto-sanitaires favorables Partenariat effectif des différents projets et PTF pour un développement rationnel de la petite irrigation
Produit attendu 1.1: La gestion durable des ressources hydriques et foncières est améliorée sur les 1 800 ha déjà aménagés et les 5 035	<ul style="list-style-type: none"> 30 groupes de gestion des ressources créés/consolidés* (AUE et brigades protection des bassins versants) et avec au moins 30% de femmes dans 	0 groupes de gestion des ressources naturelles créés/consolidés	<ul style="list-style-type: none"> 30 groupes de gestion des ressources créés/consolidés* (AUE et brigades protection des bassins versants) et avec au moins 30% de femmes dans 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des prestataires Rapports des STD partenaires Etudes thématiques Registre des COFO Registre des AUE 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre effective du Code Foncier Mise en œuvre effective du Code de l'Eau

Résultats	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Moyens de Vérification	Hypothèses
ha nouveaux	leurs instances de direction* <ul style="list-style-type: none"> ○ Au moins 5 000 actes fonciers rédigés/octroyés (par type)+ 	0 actes fonciers rédigés/octroyés dans le cadre du Projet	leurs instances de direction* <ul style="list-style-type: none"> ○ Au moins 5 000 actes fonciers rédigés/octroyés (par type)+ 		
Produit attendu 1.2: Les capacités de production, de transformation, de conservation et de commercialisation des bénéficiaires sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1 088 champs écoles paysans maraîchers mis en place ○ 17 500 jardins de case équipés+ ○ 20 boutiques d'intrants établies et gérées par une OP de manière économiquement viable et transparente ○ 3 400 personnes formées en alphabétisation fonctionnelle+ 	<ul style="list-style-type: none"> 0 0 0 0 	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1 088 champs écoles paysans maraîchers mis en place ○ 17 500 jardins de case équipés+ ○ 20 boutiques d'intrants établies et gérées par une OP de manière économiquement viable et transparente ○ 3 400 personnes formées en alphabétisation fonctionnelle+ 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Rapports des prestataire ○ Registres/PV des Comités départementaux d'analyse des microprojets (CDAP) ○ Bilan et CEG des OP audités et approuvés en AG 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Disponibilité d'intrants de qualité ○ Prix économiques des intrants et le prix de d'exportation de l'oignon stables (cf. annexe 10.1) ○ Demande solvable de services/ produits fournis par les MER

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Matérialiser la régionalisation des activités par le relèvement du seuil des fonds avancés aux régions et par la gestion directe des contrats des prestataires par les CRC	Mai 2014	CNC	
	Se concentrer davantage sur la PI, les champs écoles, les bassins versants, les marchés et les pistes pour l'année 2014	Continu	CNC/CRC	
Produits				
Composante 1				
Sous-Composante 1.1	Accélérer le processus de passation de marchés et de réalisation des piézomètres avant la saison de pluies	Immédiat	CNC/CRC	
	Préparer la mise en place des dispositifs de suivi piézométriques et de traitement, analyse, interprétation et diffusion des données	Immédiat et continu	DGH/DGGR	
	Enrichir le document de caractérisation des sites identifiés	Immédiat	CNC/CRC, CRA/RECA	
	Développer et diffuser un canevas-type pour l'élaboration des documents de caractérisation des sites	Immédiat	CNC/CRC, RECA,	
	Veiller à se conformer au code de l'eau dans la mise en place des AUE et des Unités de gestion	Continu	CNC/CRC, RECA	
	Accélérer la production des plants de traitement biologique pour éviter un faible taux de reprise	Immédiat	CNC/CRC, Opérateurs	
	Utiliser systématiquement des supports visuels pour communiquer les informations sur les sites avec matérialisation explicite du lien entre les bassins versants et les bassins de production	Immédiat	CNC/CRC, Opérateurs	
	Réévaluer conjointement l'adéquation des dispositifs opérateurs sur le terrain	Immédiat	CNC/CRC, Opérateurs	
	Prendre en charge les aménagements programmés par le PAM mais non-achevés sur les sites de convergence	Immédiat	CNC/CRC	
	Accélérer le processus de montage et d'approbation des DMP et de leur mise en œuvre avant l'hivernage	Immédiat et continu	CNC/CRC, Opérateurs,	
	Améliorer la qualité des dossiers DMP en incluant les résultats des analyses de qualité des eaux et des sols	Immédiat et continu	CNC/CRC, Opérateurs	
	Affiner les TdR pour une étude sur le fonctionnement hydrologique des sous-bassins versants de Tombala et Falki	Immédiat	CNC/CRC, DGGR avec DDGR Mirriah	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	Identifier 200 ha de microprojets d'irrigation dans la zone de Sabon Guida	Immédiat	CNC/CRC Tahoua, ONG ARIDEL	
Sous-Composante 1.2	Déterminer le taux d'adoption des technologies CEPM par les stagiaires et d'autres producteurs dès la prochaine campagne du maraichage.	A partir de septembre 2014	CNC/CRC	
	Cibler les producteurs CEPM pour participer aux programmes d'alphabétisation fonctionnelle	Immédiat	CNC/CRC	
	Organiser les journées portes ouvertes dans les CEPM appropriés	Immédiat et continu	CNC/CRC	
	Adapter les outils d'animation des CEPM au niveau des participants	Septembre 2014	CRC/CNC, GSC/ONG	
	Organiser un atelier bilan et planification avant la prochaine campagne des CEPM	Avant septembre 2014	CNC/CRC	
	Mettre en veilleuse les activités de financement des BI en attendant l'identification de partenaires qualifiés en 2015 tout en restant immédiatement disponible pour l'assistance technique (plan d'affaire, mis en relation avec le système financier formel) à la demande des unions en lien avec leur fédération	Immédiat	CNC/CRC	
	Faciliter la mise en relation et l'organisation d'échanges d'expériences entre les fédérations paysannes autour des bassins de production, CC de la zone d'intervention du projet et les centres de services aux OP sur le contrôle et l'appui conseil en gestion des activités marchandes des OP (BI...), y compris la création d'une nouvelle structure paysanne autofinancée par les OP	Juillet - Août 2014	CNC/CRC; RECA/CRA	
	Veiller à ce que le statut foncier des parcelles cultivées données en exploitation soit clarifié au niveau des COFO et que ce soit au moins d'une durée de 5 ans	Mai 2014 et continu	CNC/CRC, GSC/ONG	
	Renforcer les échanges entre les GSC/ONG et la CRAC/GRN pour évaluer les performances des kits distribués	Mai 2014 et continu	CNC/CRC, GSC/ONG CRAC-GRN	
	Superviser sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs l'allègement des tâches de femmes et l'impact nutritionnel des jardins de case	Mai 2014 et continu	CNC/CRC, GSC/ONG	
	Mettre en veilleuse l'activité de MER en attendant l'identification de partenaires qualifiés en 2015.	Immédiat	CRC	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	Fournir une assistance technique à la demande pour des services de (i) formation en lien avec l'entreprenariat rural, (ii) élaboration de plan d'affaire, et (iii) mise en relation avec le système financier formel	Immédiat	CNC/CRC	
	Faire un avenant à la convention avec le RECA/CRA pour intégrer les besoins complémentaires de fonctionnement pour Maradi et de 4 animateurs pour Tahoua et Zinder	Mai 2014	CNC	
	Organiser un atelier de concertation impliquant toutes les parties prenantes sur la problématique des surtaxes sur les produits maraîchers notamment dans la région de Maradi	Septembre 2014	CRC CRA	
	Organiser des voyages d'échanges d'expériences au niveau de certains marchés modèles internes (Niger) ou externe (Nigéria) identifiés par les acteurs des HG	Septembre 2014	CRC RECA/CRA	
Composante 2				
Sous-Composante 2.1	Engager les études techniques et l'élaboration des DAO dans la région de Zinder conformément au mode opératoire défini par le DVPR	Mai 2014	CNC/DVPR	
	Intégrer les nouvelles pistes validées et ou /identifiées lors de la présente mission de supervision aux SDR	Immédiat	DVPR	
	Mieux préparer les prochaines mission de supervision aux niveau des infrastructures en procédant à une reconnaissance préalable des itinéraires et des sites proposés par les CRC avec l'assistance du Responsable national des activités techniques qui jouera un rôle d'appui et d'accompagnement	Continu	DVPR	
	Soumettre les projets de convention prévus avec la DGGR et la DGRR et demander la désignation des points focaux au niveau national et régional	Juin 2014	DVPR	
	Accélérer la finalisation de sélection du personnel du DVPR	Mai 2014	CNC/UCGP PASADEM	
	Soumettre à la signature du MAG le projet d'arrêté ministériel portant création et fonctionnement du DVPR	Immédiat	CNC	
Sous-Composante 2.2	Engager le processus de l'ingénierie civile au niveau des 10 centres de collecte (3 à Zinder, 3 à Maradi et 4 à Tahoua) les plus avancés et de deux comptoirs (Bandé et Sabon Guida) dans le processus de l'ingénierie sociale	Mai 2014	CRC/CRA	
	Recruter le cabinet d'études qui sera chargé d'élaborer les dossiers de programmation fonctionnelle et technique	Immédiat	CNC	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Etat d'avancement d'exécution du projet	Renforcer les capacités des opérateurs pour une meilleure prise en compte de la dimension genre	Mai 2014 et continu	CNC/CRC	
	Acquérir les moyens de déplacement du personnel de terrain nouvellement recruté	Mai 2014	CNC/CRC	
	Harmoniser les critères d'évaluation du personnel du PASADEM et du PPI Ruwanmu	Octobre 2014	PPI <i>Ruwanmu</i> /PASADEM	
	Renforcer la participation des femmes et des jeunes (H et F) dans toutes les activités du projet afin de contribuer à l'atteinte des objectifs de la SDEA/FJ	Mai 2014 et continu	CNC/CRC	
	Renforcer le dialogue entre les opérateurs et des synergies dans la mise en œuvre des activités sur le terrain	Mai 2014 et continu	CNC/CRC	
	Désagréger par région les valeurs cibles du cadre logique relatives aux produits à réaliser	Mai 2014	CNC/CRC	
	Accélérer la conduite de l'étude de base sur la mise en place du dispositif SIG	Mai 2014	PASADEM/PPI <i>Ruwanmu</i>	
	Accélérer le recrutement du Responsable de communication du PASADEM qui aura en charge la communication des deux projets	Juin 2014	PASADEM/PPI <i>Ruwanmu</i>	
Aspects fiduciaires	Procéder au relèvement du seuil des comptes d'opérations régionales qui passent de 50 millions à 100 millions pour Maradi; 200 millions pour Zinder, et 300 millions pour Tahoua	Mai 2014	CNC/ RAF	
	Faire des notes de services internes à l'intention des financiers des CRC, pour partage et application stricte des recommandations des missions de supervisions	Continu	CNC/RAF	
Durabilité	Clarifier avec tous les partenaires le futur cadre juridique de chaque type d'organisation promu par le projet	Octobre 2014	CNC/CRC	
Autres	Ordonner la remobilisation de l'entreprise DKO et du bureau de contrôle Art et Génie pour la réalisation des travaux confortatifs dans la région de Maradi et Tahoua	Avril 2014	CNC/CRC	
	Organiser les réceptions provisoires des ouvrages hydrauliques du PUSADER achevés	Mai 2014	CNC/CRC	

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

	Résultats	Unité	Réalisation	Fin de la période			Cumulatif			Observations
			PTBA 2013	Prévision PTBA 2014	Réalisé	% de PA&B	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP	
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	1826	16 703	2274	14%	317 100	4 100	1,3%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Femme	697	7 158	889	12%	136 590	1 586	1%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
	Ménages ayant bénéficié des services du projet	Homme	342	3 238	429	13%	60 060	772	1%	la moyenne est de 7 membres par ménages et on suppose qu' au moins 5% des bénéficiaires appartiennent aux mêmes ménages
Sous-composante										
Nom de la sous-composante										
SCA-1: Accès et gestion durables des ressources hydriques et foncières	Périmètres d'irrigation aménagés/remis en état	Ha	630,75	1 353		0%	6 835	631	9%	
	Personnes formées en gestion des ressources naturelles	Homme	0	104		0%	210	0	0%	L'exercice 2013 n'a pas prévu la mise en place d'AUE. Cette année, une formation sur la gestion des ressources en eau sera organisée au profit des membres de quinze (15) AUE qui sont prévues être installées
		Femme	0	45		0%	90	0	0%	La formation sur la gestion des ressources en eau qui sera organisée au profit des membres de quinze (15) AUE prévues cette année profitera également aux femmes membres des groupes de gestion de la ressource

	Résultats	Unité	Réalisation	Fin de la période			Cumulatif			Observations
			PTBA 2013	Prévision PTBA 2014	Réalisé	% de PA&B	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP	
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	1826	16 703	2274	14%	317 100	4 100	1,3%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Femme	697	7 158	889	12%	136 590	1 586	1%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
	Groupes de gestion des ressources naturelles créés/consolidés	Nombre	0	15		0%	30	0	0%	En 2013, le projet n'a pas prévu mettre en place de structure de gestion de la ressource en Eau. Au cours de cette année 15 des 30 AUE seront installées. Le processus d'installation des structures a déjà débuté au niveau de deux communes. Mais à la fin de cette année, toutes les quinze (15)AUE seront installées et les quinze (15) autres restantes seront programmées pour l'année prochaine
	Membres des groupes de gestion des ressources naturelles créés/consolidés	Homme	0	52		0%	105	0	0%	Le processus de mise en place des 15 AUE n'étant pas achevé, le nombre des membres des groupes de gestion des AUE ne peut pas être renseigné
		Femme	0	23		0%	45	0	0%	Une fois le processus de mise en place des 15 AUE est achevé, le nombre des membres des quinze (15) groupes de gestion des AUE prévues cette année sera renseigné
	Groupes de gestion des ressources naturelles comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	0	15		0%	30	0	0%	Tous 15 groupes de gestion des ressources qui seront installés cette année comprendront dans leurs instances de direction au moins 30% de femmes
	Plans de gestion de l'environnement élaborés	Nombre	1			#DIV/0!	1	1	100%	

	Résultats	Unité	Réalisation	Fin de la période			Cumulatif			Observations
			PTBA 2013	Prévision PTBA 2014	Réalisé	% de PA&B	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP	
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	1826	16 703	2274	14%	317 100	4 100	1,3%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Femme	697	7 158	889	12%	136 590	1 586	1%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
	Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols	Ha	0	1 000	105	11%	3 300	105	3%	Cette année, 1000 ha de superficie de terres dégradées seront récupérés sur une période de trois (3) mois. Le lancement de l'activité à lieu en fin Mars dans la région de Tahoua
	Personnel des prestataires de services formé	Homme	44	46		0%	48	44	91%	L'année passée aucune formation en lien direct avec cette sous composante n'a été réalisée. Cependant le suivi-évaluation étant une activité transversale, a été prise en compte à travers le renforcement des capacités des acteurs dans le domaine imputé à la sous composante. Pour les formations prévues cette année, à cette date aucune n'a été réalisée
		Femme	13	20		0%	21	13	63%	L'année passée aucune formation en lien direct avec cette sous composante n'a été réalisée. Cependant le suivi-évaluation étant une activité transversale, a été prise en compte à travers le renforcement des capacités des acteurs dans le domaine imputé à la sous composante. Pour les formations prévues cette année, à cette date aucune n'a été réalisée
	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés	Homme	19	7		0%	59	19	32%	L'année passée aucune formation en lien direct avec cette sous composante n'a été réalisée. Cependant le suivi-évaluation étant une activité transversale, a été prise en compte à travers le renforcement des capacités des acteurs dans le domaine imputé à la sous composante. Pour les formations prévues cette année, à cette date aucune n'a été réalisée

	Résultats	Unité	Réalisation	Fin de la période			Cumulatif			Observations
			PTBA 2013	Prévision PTBA 2014	Réalisé	% de PA&B	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP	
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	1826	16 703	2274	14%	317 100	4 100	1,3%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Femme	697	7 158	889	12%	136 590	1 586	1%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
		Femme	0	3		0%	25	0	0%	L'année passée aucune formation en lien direct avec cette sous composante n'a été réalisée. Cependant le suivi-évaluation étant une activité transversale, a été prise en compte à travers le renforcement des capacités des acteurs dans le domaine imputé à la sous composante. Pour les formations prévues cette année, à cette date aucune n'a été réalisée.
SCA-2: Renforcement des capacités de production et post récoltes et commercialisation	Personnel des prestataires de services formé	Homme	22	46	22	48%	140	44	31%	L'année passée une seule formation a été réalisée en lien à la sous composante; La formation sur la mise en place des CEPM. Cette année il y'a eu une formation sur le système d'irrigation goutte à goutte
		Femme	2	20	2	10%	60	4	7%	L'année passée une seule formation a été réalisée en lien à la sous composante; La formation sur la mise en place des CEPM. Cette année il y'a eu une formation sur le système d'irrigation goutte à goutte au cours de laquelle les prestataires n'ont fait participer aucune femme
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme	1826	2 100		0%	19 600	1 826	9%	Les sites de petite irrigation et les CEPM prévus pour cette année n'étant pas encore installés, aucune personne n'a bénéficié de formation en techniques de production agricole
		Femme	697	900		0%	8 400	697	8%	Les sites de petite irrigation et les CEPM prévus pour cette année n'étant pas encore installés, aucune personne n'a bénéficié de formation en techniques de production agricole

	Résultats	Unité	Réalisation	Fin de la période			Cumulatif			Observations
			PTBA 2013	Prévision PTBA 2014	Réalisé	% de PA&B	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP	
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	1826	16 703	2274	14%	317 100	4 100	1,3%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Femme	697	7 158	889	12%	136 590	1 586	1%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Homme	1826	2 142		0%	20 440	1 826	9%	Parmi les activités prévues cette année, aucun CEPM n'a été installé, aucun dossier de MER/Petite irrigation n'a été financé
		Femme	697	918		0%	8 760	697	8%	Parmi les activités prévues cette année, aucun CEPM n'a été installé, aucun dossier de MER/Petite irrigation n'a été financé
	Institutions financières participant au projet	Nombre	0	3			6	0		Dans le cadre des activités de cette sous composante, l'utilisation des institutions financières est liée aux micro-projets de Petite Irrigation et à cette date aucun dossier n'a été financé par le Projet
	Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	0	1		0%	32	0	0%	Parmi les infrastructures de collectes et de commercialisation prévues, seul le comptoir de Zinder est programmé cette année.
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Homme	0	21		0%	672	0	0%	Le groupe de commercialisation du comptoir de Zinder n'est pas été mis en place
		Femme	0	9		0%	288	0	0%	Le groupe de commercialisation du comptoir de Zinder n'est pas été mis en place
	Groupes de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	0	1		0%	32	0	0%	Le groupe gestion n'est pas mis en place. Mais les femmes participeront à au moins 30% dans l'instance de direction

	Résultats	Unité	Réalisation	Fin de la période			Cumulatif			Observations
			PTBA 2013	Prévision PTBA 2014	Réalisé	% de PA&B	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP	
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	1826	16 703	2274	14%	317 100	4 100	1,3%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Femme	697	7 158	889	12%	136 590	1 586	1%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
	Personnes formées dans le domaine des activités génératrices de revenus	Homme	0	42		0%	840	0	0%	Cette formation est prévue pour les bénéficiaires des MER et à cette date aucun dossier de MER n'a été encore financé par le Projet
		Femme	0	18		0%	360	0	0%	Cette formation est prévue pour les bénéficiaires des MER et à cette date aucun dossier de MER n'a été encore financé par le Projet
	Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat	Homme	0	46		0%	952	0	0%	Prévue pour les bénéficiaires des MER et les gestionnaires des infrastructures de collecte et de commercialisation
		Femme	0	20		0%	408	0	0%	Prévue pour les bénéficiaires des MER et les gestionnaires des infrastructures de collecte et de commercialisation
SCB-1: Réhabilitation/ construction des pistes rurales	Routes construites/ remises en état	KM	0	0		#DIV/0!	150	0	0%	Construction des tronçons non encore programmée
	Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidé	Nombre	0	0		#DIV/0!	30	0	0%	Construction des tronçons non encore programmée
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés	Homme	0	0		#DIV/0!	630	0	0%	Construction des tronçons non encore programmée

	Résultats	Unité	Réalisation	Fin de la période			Cumulatif			Observations
			PTBA 2013	Prévision PTBA 2014	Réalisé	% de PA&B	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP	
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	1826	16 703	2274	14%	317 100	4 100	1,3%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Femme	697	7 158	889	12%	136 590	1 586	1%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
		Femme	0	0		#DIV/0!	270	0	0%	Construction des tronçons non encore programmée
	Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	0	0		#DIV/0!	30	0	0%	Construction des tronçons non encore programmée
SCB-2: Infrastructures communautaires de collecte et commercialisation	Installations de commercialisation aménagées/remises en état	Nombre	0	1		0%	2	0	0%	Le chantier de construction du comptoir de la canne à sucre programmée cette année dans la région de Zinder n'a pas encore débuté
	Installations de stockage aménagées/remises en état	Nombre	0	0		#DIV/0!	30	0	0%	La construction des centres de collectes n'a pas été programmée au cours des deux premières années d'exécution du Projet
	Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés	Nombre	0	1		0%	32	0	0%	Le chantier de construction du comptoir de la canne à sucre programmée cette année dans la région de Zinder n'a pas encore débuté
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés	Homme	0	3		0%	112	0	0%	Le chantier de construction du comptoir de la canne à sucre programmée cette année dans la région de Zinder n'a pas encore débuté

	Résultats	Unité	Réalisation	Fin de la période			Cumulatif			Observations
			PTBA 2013	Prévision PTBA 2014	Réalisé	% de PA&B	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP	
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	1826	16 703	2274	14%	317 100	4 100	1,3%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Femme	697	7 158	889	12%	136 590	1 586	1%	Ce sont les apprenants des CEMP et des participants aux CFW pour le traitement des bassins versants
		Femme	0	2		0%	48	0	0%	Le chantier de construction du comptoir de la canne à sucre programmée cette année dans la région de Zinder n'a pas encore débuté
	Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	0	1		0%	32	0	0%	Le chantier de construction du comptoir de la canne à sucre programmée cette année dans la région de Zinder n'a pas encore débuté

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie (Financement initial)

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds en USD au 31 mars 2014

Bailleur de fonds	Pré évaluation	Décaissements	Pourcentage décaissé
Prêt FFE	18 757 400	3 896 153	21%
Prêt FIDA L-I-877	1 781 400	394 688	22%
Don FIDA n°1390	999 700	197 344	20%
Etat du Niger	4 113 900	112 072	3%
TOTAL	25 652 400	4 600 257	18%

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds en USD au 31 mars 2014

1 euros = 1,378298 USD

1 euros = 655,957 FCFA

1USD = 475,918125 FCFA

	Prêt FFE			Prêt FIDA			Don du FIDA			Etat Niger			Total		
Composante	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
Composante A	11 796 300	1 105 117	9%	1 006 600			999 700	33 543	3%	3 041 900	25 342	1%	16 844 500	1 164 002	6,91%
Composante B	3 932 600	42 031	1,07%	774 700						915 900	-		5 623 200	42 031	0,75%
Composante C	3 028 500	1 833 250	61%	-						156 000	86 730	56%	3 184 500	1 919 980	60,29%
Total	18 757 400	2 980 398	16%	1 781 300	-	0%	999 700	33 542,95	3%	4 113 800	112 072	2,72%	25 652 200	3 126 013	12,19%

TABLEAU 5C : Etat des décaissements du projet sur le prêt FFE (Situation au 31 mars 2014)

CATEGORIE	MONTANT ALLOUE		DECAISSEMENTS (cf Status Of Fund du FIDA) au 31 mars 2014			DRF n°005 en cours de préparation au Projet		DECAISSEMENT TOTAL APRES PAIEMENT DES DRF EN INSTANCE			Solde disponible	
	Euros	CFA	Euros	CFA	%	Euros	CFA	Euros	CFA	%	Euros	CFA
AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0	1 829 388,21	1 200 000 000		0,00	0,00	1 829 388,21	1 200 000 000		-1 829 388,21	-1 200 000 000
1 Génie Civil et Rural	5 850 000,00	3 837 348 449	0,00	0	0,00%	9 759,89	7 060 005,00	9 759,89	7 060 005	0%	5 840 240,11	3 830 288 444
2 Biens, véhicules et équipements	2 500 000,00	1 639 892 500	304 760,97	199 910 093	12,19%	251 462,52	181 900 360,00	556 223,49	381 810 453	22%	1 943 776,51	1 258 082 047
3 Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat	3 000 000,00	1 967 870 999	522 225,59	342 557 532	17,41%	509 947,28	368 880 404	1 032 172,87	711 437 936	34%	1 967 827,13	1 256 433 063
4 Salaires et couts de fonctionnement	1 250 000,00	819 946 250	293 072,28	192 242 813	23,45%	173 973,44	125 847 110	467 045,72	318 089 923	37%	782 954,28	501 856 327
5 Non alloué	1 400 000,00	918 339 800	0,00	0	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00	0%	1 400 000,00	918 339 800
TOTAUX	14 000 000,00	9 183 397 997	2 949 447,05	1 934 710 438	21,07%	945 143,12	683 687 879	3 894 590,17	2 618 398 317	28%	10 105 409,83	6 564 999 680

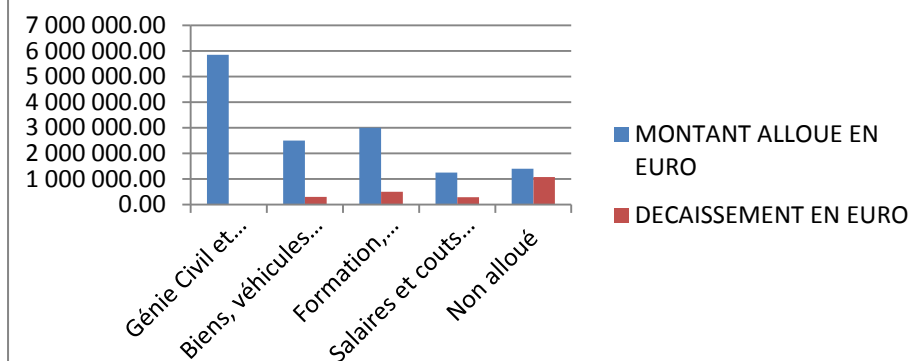


TABLEAU 5C : Etat des décaissements du projet sur le prêt FIDA (Situation au 31 mars 2014)

CATEGORIE		MONTANT ALLOUE		DECAISSEMENTS (cf Status Of Fund du FIDA)			Solde disponible	
		DTS	CFA	DTS	CFA	%	DTS	CFA
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0	262 990,49	200 000 000		-262 990,49	-200 000 000
1	Génie Civil et Rural	1 170 000,00	889 766 014	0,00	0	0,00%	1 170 000,00	889 766 014
2	Biens, véhicules et équipements							
3	Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat							
4	Salaires et couts de fonctionnement							
5	Non alloué							
	TOTAUX	1 170 000,00	889 766 014	262 990,49	200 000 000	22,48%	907 009,51	689 766 014

TABLEAU 5C : Etat des décaissements du projet sur le don FIDA (Situation au 31 mars 2014)

CATEGORIE		MONTANT ALLOUE		DECAISSEMENTS (cf Status Of Fund du FIDA)			Solde disponible	
		DTS	CFA	DTS	CFA	%	DTS	CFA
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0	131 495,25	100 000 000		-131 495,25	-100 000 000
1	Génie Civil et Rural	450 000,00	342 217 685	0,00	0,00	0,00%	450 000,00	342 217 685
2	Biens, véhicules et équipements	65 000,00	49 431 443	0,00	0,00	0,00%	65 000,00	49 431 443
3	Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat	75 000,00	57 036 281	0,00	0,00	0,00%	75 000,00	57 036 281
4	Salaires et couts de fonctionnement							
5	Non alloué	65 000,00	49 431 443	0,00	0,00	0,00%	65 000,00	49 431 443
	TOTAUX	655 000,00	498 116 852	131 495,25	100 000 000	20,08%	523 504,75	398 116 852

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section E -1 de l'accord de financement	Aucun décaissement ne sera effectué avant: a) Etablissement du Comité de Pilotage b) Attribution des fonctions de l'équipe du Projet (CNC et CRC) c) Approbation du manuel d'exécution du projet	Démarrage	Arrêté n°210/MAG/SG du 05/12/2012 portant création du comité de Pilotage Arrêté n°221/MAG/SG du 12/12/2012 portant attributions des fonctions de l'équipe du projet disponible au démarrage du projet Manuel d'exécution approuvé est disponible au démarrage	Disposition respectée
Section E -2	L'accord de financement doit être soumis à la ratification de l'emprunteur	Démarrage	Accord de financement ratifié par l'emprunteur	Disposition respectée
Section 7.02b	L'Emprunteur/le Bénéficiaire ouvre et tient auprès d'une banque ayant l'agrément du Fonds, un ou plusieurs comptes de projet pour les opérations relatives au projet	Démarrage	Un compte désigné à Niamey et 3 sous comptes opérationnels (Maradi, Tahoua et Zinder) ont été ouverts à la BIA Niger	Disposition respectée
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le financement seront passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'Emprunteur/du Bénéficiaire en matière de passation de marchés, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA pour la passation des marchés	Chaque année	Avis Général de Passation des Marchés 2013 transmis au Ministère de l'Agriculture et Plan de Passation des Marchés 2012 approuvé le 21 décembre 2012 par le FIDA	Disposition respectée
Section 7.08a	L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales	Chaque année	Contrats d'assurance tous risques conclus pour les véhicules et le bâtiment utilisés dans le cadre du Projet et assurance maladie pour le personnel du projet Pour les travaux, les DAO contiennent une clause « assurances »; cette clause sera reprise dans les contrats	Disposition respectée
	La CNC prépare annuellement un programme de travail et de budget transmis au Fonds pour avis de non objection	Chaque année	PTBA approuvé par le Comité de Pilotage et ANO reçue du FIDA pour le PTBA 2014	Disposition respectée
Section 8.03a	Présentation au FIDA, des rapports d'activités (technique et financier) ainsi que le programme d'activités proposé et les progrès escomptés au cours de la période suivante	Trimestrielle ment	Rapport envoyé	Disposition respectée
Section 8.03b	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	2015	Non encore arrivée à échéance	N/A
Section 9.03	Présentation du rapport d'audit au FIDA	30 juin 2014	Audit démarré le 25 mars 2014	Promesse ferme

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Au stade actuel de l'exécution du projet, il est encore précoce de tirer des leçons des activités réalisées par *Ruwanmu* qui vient à peine d'entrer dans sa deuxième année de mise en œuvre. Cependant, le projet enregistre déjà un acquis majeur dans le domaine de la gestion qui mérite d'être capitalisé. Il s'agit de la contractualisation des partenaires d'exécution sur base des résultats. En effet, à l'inverse des pratiques antérieures, notamment dans le cadre de l'exécution du PUSADER, les contrats avec les GSC/ONG et d'autres partenaires d'exécution (CRA/RECA) ne sont pas basés sur les activités à réaliser mais plutôt sur les résultats à atteindre. A cet effet, les GSC/ONG impliqués dans la mise en œuvre des CEPM ont déjà fait l'objet d'une première évaluation de leurs performances.

La mission a noté par ailleurs que le renforcement des capacités de production, d'activités de post-récolte et de commercialisation se concrétise autour des cinq priorités stratégiques du renforcement de la société civile rurale organisée (SCRO) du programme au Niger du FIDA (PFN) dans les domaines de: (i) la solidarité sociale et de la production (jardins de case, binômes d'équipement d'irrigation), (ii) l'appui conseil en maraîchage et petite irrigation (99 CEPM en cours), (iii) des services marchands d'appui à la production (coopératives/ fédérations régionales gérant boutiques d'intrants et centre de collecte), (iv) de la gestion des infrastructures économiques et des ressources naturelles (GIE, AUE, COGES RN, Brigades routières) et (v) du dialogue politique régional (CRA) et national (RECA, forum paysan). L'opérationnalisation de cette approche mérite également d'être capitalisée au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution du projet afin de tirer des leçons pour sa mise à l'échelle. D'ores et déjà, sept fiches techniques sur les activités réalisées par le PPI *Ruwanmu* ont été élaborées et diffusées.

Innovation

Associations des usagers de l'eau (AUE). La structure AUE proposée dans le cadre du *Ruwanmu* à l'échelle d'un bassin versant constitue une innovation du projet. Elle reposera sur deux piliers: (i) l'autorité du bassin versant (comprenant usagers et autorités publiques), et (ii) les associations d'usagers de l'eau (irrigation, élevage, domestique, industriel) subdivisées en unités territoriales³ d'exploitants des eaux. Cette structure permettra une implication des usagers dans la gestion durable des ressources hydriques en collaboration avec les communes concernées. A date, un manuel de mise en place et d'accompagnement des AUE dans les bassins de production a été élaboré par le RECA. Les séances de sensibilisation/animation sont en cours sur les sites d'émergence des AUE identifiés dans les 3 régions et des cadres de concertations des AUE ont été mis en place.

Champs écoles paysans maraîchers (CEPM). L'expérience des champs écoles paysans (CEP) n'est pas nouvelle au Niger. Plusieurs projets antérieurs au *Ruwanmu*, particulièrement le PPILDA, ont développé des CEP mais ceux-ci étaient axés sur les cultures pluviales. Le développement à grande échelle des CEPM est une innovation du *Ruwanmu*. Les CEPM sont conçus comme des lieux d'échanges qui doivent être reproduits par les producteurs lorsqu'en saison 2 ils deviendront eux-mêmes animateurs de nouveaux CEPM. La mission a noté que les GSC/ONG ont réussi à impliquer dans les CEPM des producteurs/productrices avec une expérience certaine et notamment en faisant le lien avec l'intervention du PUSADER afin de mieux utiliser et gérer les investissements réalisés avec l'appui de ce projet. Il a été noté qu'au moins 18% des producteurs formés dans les CEPM seront en mesure d'animer des CEPM en 2014.

³ L'unité territoriale correspond à un site sur lequel les exploitants dépendent d'un même point d'eau utilisée.